

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

LA  
FABRICATION DES VINS

ET LA  
Crise Viticole Méridionale

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Mardi 3 Novembre 1908, à 8 h. du matin*

PAR

**Michel GAUBIL**

Avocat à la Cour d'Appel

---

*Président : M. SOUCHON, professeur*

*Suffragants* { *MM. JAY, professeur*  
*HITIER, agrégé*

---

PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, Rue Racine, 15

---

1908



**THÈSE**  
**POUR**  
**LE DOCTORAT**

***La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.***

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

LA

# FABRICATION DES VINS

ET LA

## Crise Viticole Méridionale

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Mardi 3 Novembre 1908, à 8 h. du matin*

PAR

**Michel GAUBIL**

Avocat à la Cour d'Appel

---



*Président : M. SOUCHON, professeur*

*Suffragants* { *MM. JAY, professeur*  
*HITIER, agrégé*

---

PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, Rue Racine, 15

—  
1908



# La Fabrication des vins

ET LA

## Crise viticole méridionale

---

### INTRODUCTION

Sur la demande de M. Lepage, secrétaire de la rédaction du journal *le Journal*, de Paris, j'écrivis, au mois d'août 1905 l'article ci-dessous, qui fut, comme on le demandait, un exposé succinct de la situation viticole méridionale à ce moment-là.

Ce n'est pas à tort que les viticulteurs méridionaux poussent en ce moment des cris de détresse. Depuis l'année 1900 la viticulture méridionale subit une crise réelle, dont il est facile de mesurer l'étendue désastreuse en examinant le tableau des prix du cru pendant ces dernières années, et en comparant la moyenne de ces prix à la moyenne des prix de revient. Il n'est

pas exagéré de dire que le prix de revient du vin dans les départements viticoles du Midi (sauf dans quelques régions privilégiées, d'ailleurs rares et peu étendues) est en moyenne de 10 francs l'hectolitre. Et encore pour être plus exact, il faudrait mettre en ligne de compte les sacrifices pécuniaires énormes que les propriétaires du Midi ont fait durant la crise phylloxérique. Il faudrait rappeler que les viticulteurs, en attendant la reconstitution complète de leurs vignobles en plants américains, ont beaucoup donné et peu reçu. Et lorsque ces vignobles, enfin reconstitués, auraient pu combler le trou fait au bas de laine, une crise terrible et désolante a jeté le trouble dans le pays et a arrêté net le cours des affaires.

En mettant rigoureusement d'un côté tout ce qui a été dépensé pour la vigne, et de l'autre tout ce que la vigne a rapporté, on est malheureusement obligé de constater que les dépenses dépassent de beaucoup les recettes. Voici la preuve mathématique de cette affirmation. Depuis cinq années les prix moyens de vente ont été les suivants :

Année 1900, prix moyen 5 francs l'hectolitre

|   |      |   |    |   |
|---|------|---|----|---|
| — | 1901 | — | 8  | — |
| — | 1902 | — | 15 | — |
| — | 1903 | — | 25 | — |
| — | 1904 | — | 6  | — |

Ce qui fait pour cette période de cinq années un prix moyen d'environ 9 fr. 60 l'hectolitre, c'est-à-dire un prix légèrement inférieur au prix de revient.

Voilà la situation actuelle vraie de la viticulture méridionale.

Quelles sont les causes de la crise, puisque crise est le mot désormais consacré ? On a d'abord beaucoup parlé de surproduction. C'est le grand argument du commerce pour faire la baisse.

En réalité y a-t-il eu surproduction ?

Ce n'est pas vraisemblable puisque, depuis cinq années, les récoltes ont été très dissemblables en quantité et les prix de misère toujours à peu près uniformes. D'ailleurs un exemple suffira à réfuter victorieusement cet argument de circonstance. La plus forte récolte que nous avons eue depuis la reconstitution des vignobles est, on peut dire, celle de 1904, qu'on a évaluée à 65 millions d'hectolitres. Or, en 1875, la récolte fut évaluée au chiffre énorme de 85 millions, et cependant les prix ne furent pas inférieurs à 10 francs l'hectolitre, tandis qu'à cette époque, par suite du manque de moyens de communications et de débouchés à l'étranger, la consommation du vin était plus restreinte.

Ce mot de surproduction a été si souvent dit et répété par les intéressés à la baisse, négociants, courtiers, et autres intermédiaires, que le viticulteur peu instruit avait fini par y croire et parlait déjà d'arracher une partie de ses vignes ; pendant que Bercy, à qui la reconstitution n'avait pas coûté cher, décuplait sa production artificielle. L'année 1903 masqua l'œuvre néfaste des fraudeurs. La récolte ayant été insignifiante, les prix furent naturellement assez élevés jusqu'au mois de mars. Mais, à cette époque et à la stupéfaction générale, quoique le vin fût défaut partout, les prix s'avilirent d'une façon inexplicable. Nous avons su depuis que le commerce ne trouvant pas ses opéra-

tions suffisamment lucratives avait préféré fabriquer sur place, au lieu de s'adresser à la propriété, forçant ainsi le propriétaire qui avait besoin de vendre à devenir de bonne composition. Car les baissiers savent trop bien qu'il est des propriétaires nécessaires que l'huissier guette, des vigneron acculés aux dernières extrémités qui, pour faire face à leurs engagements, n'ont que la ressource de vendre sur pied et à vil prix une récolte dont ils ne peuvent ainsi apprécier par avance la juste valeur, pour ne pas profiter de ces tristes situations.

Le viticulteur comprit alors que son pire ennemi était la fraude, instrument de baisse et de ruine aux mains cupides des spéculateurs. Il voulut réagir et organiser la défense de ses produits. On commença d'abord par s'abîmer dans les conceptions purement théoriques. A l'instant où des solutions rapides étaient de toute nécessité, on élaborait des plans économiques dont la mise à exécution nécessitait de longues années d'application pratique. En somme l'inanité momentanée de ces projets, tels que : fondations de caisses de crédit agricole, de coopératives de production, de syndicats d'achats de produits, caves communes, etc., fut vite reconnue, des gens plus avisés et moins théoriques dénoncèrent la fraude comme l'ennemi le plus immédiat et prièrent le gouvernement de la réprimer. Le gouvernement promit son concours dévoué à une cause aussi juste. En réalité, il laissait la fraude s'exercer sous les apparences les plus cyniques, n'intervenant auprès des fraudeurs qu'à la suite de scandales trop violents et avec des regrets manifestes. Les exemples de cette intervention forcée et tardive du gouvernement abondent.

Il semble donc à peine croyable qu'un gouvernement laisse accomplir de telles infractions à la loi, à moins qu'il n'y ait intérêt. Eh ! voilà bien le mot de l'énigme ! oui, le gouvernement est intéressé à la fraude. Voici comment : par suite de conventions internationales, ayant été amené à réduire de moitié les tarifs douaniers sur les sucres, il a fait à son budget une brèche énorme qu'il fallait boucher. Or, on s'est vite aperçu qu'en laissant faire du vin de sucre on avait découvert la recette merveilleuse qui devait réparer la brèche. En effet, le gouvernement frappe d'une pierre deux coups, car il perçoit à la fois l'impôt sur l'excédent du sucre vendu pour la fabrication du vin, et en même temps sur le vin fabriqué avec du sucre. Le système est assez ingénieux et, paraît-il, très lucratif. Véritablement, l'Etat ne pouvait, de gaieté de cœur, se priver de telles ressources venues en temps si opportun.

Mais, dira-t-on, si l'Etat perçoit des droits sur les vins de sucre, il ne les percevra pas sur les vins naturels qui auront été supplantés sur le marché.

Erreur profonde ! Les vins fabriqués n'empêchent pas l'écoulement des vins naturels. Les vins se vendent toujours, mais à vil prix, le commerce se servant précisément de la fabrication pour parer aux besoins de sa clientèle, quand le producteur se montre trop revêche : en d'autres termes, la fabrication est le régulateur des prix de misère. Et ceci est encore un grand argument contre ceux qui prétendent qu'il y a eu surproduction, puisqu'on trouve moyen d'écouler tous les ans, et les vins naturels, et les vins fabriqués. La surproduction encore une fois n'a jamais existé : on a essayé de la créer artificiellement

en jetant sur le marché de grosses quantités de vins artificiels.

Le Gouvernement n'a donc pas intérêt à intervenir en faveur de la viticulture méridionale.

S'il le fait, il ne le fera jamais *proprio motu*.

Les débats récents de la Chambre ont prouvé l'indifférence du Gouvernement à ce sujet, malgré les promesses faites aux délégations envoyées à Paris par le Congrès de Béziers.

D'autre part, il est manifeste que la majorité parlementaire n'a pas l'air de nous prendre au sérieux. Cela tient peut-être à ce que notre représentation, tant à la Chambre qu'au Sénat est insuffisamment douée d'esprit d'initiative et d'indépendance pour faire aboutir un mouvement économique en contradiction avec les intérêts du Ministère. Puisque les doléances du Midi ne sont pas entendues, puisque les pouvoirs publics ne peuvent ou ne veulent nous venir en aide, tâchons de nous sortir nous-mêmes d'affaire, disent certains viticulteurs à l'exemple de M. Bartissol, député de Perpignan. M. Bartissol ne propose rien moins comme remède à la crise que de créer une vaste société au capital de 300 millions qui ferait le trust des vins des six départements viticoles du Midi. Ce n'est pas là une petite entreprise, qu'il serait d'ailleurs très intéressant d'examiner en détail s'il m'était possible de m'étendre sur ce sujet. Qu'il me soit permis cependant d'adresser en passant une grave critique à ce projet, qui paraît fort bien conçu et digne de tous éloges. Cette société achetant le vin à 1 franc le degré, pour cinquante ans, M. Bartissol ne craint-il pas que

les propriétaires ne trouvent le prix trop bas et la durée du contrat trop longue ?

Depuis cinq ans on s'ingénie à trouver des solutions à la crise. De cette préoccupation constante des esprits, il est sorti d'excellents projets, dont l'application ne serait pas toujours facile et rapide. Or, en ce moment le temps presse, et les solutions rapides seraient les meilleures. La guerre à la fraude, voilà le but principal. Or, pour combattre la fraude, il faut l'appui des pouvoirs publics, et si les pouvoirs publics se refusent à prêter leur concours, les populations méridionales se verront forcées de recourir avec regret aux moyens extra-légaux, dont le plus prôné et aussi le plus efficace serait la grève de l'impôt. Espérons cependant qu'une solution pacifique mettra bientôt un terme à la crise angoissante qui étreint notre beau pays depuis déjà trop longtemps.

MICHEL GAUBIL.

Depuis cette époque, la situation n'a pas changé, sinon qu'elle est allée en empirant de jour en jour, pour aboutir aux événements douloureux de mai et juin 1907, qui ont, hélas ! corroboré pleinement mes prévisions pessimistes.

Ces événements dont la mémoire pèse si lourdement sur tout le pays viticole méridional ont-ils solutionné la question viticole ? Je ne le crois pas, ils ont tout au plus dénoué la crise, ils ont été ce qu'est le coup de foudre après l'orage, mais le problème reste entier, le mal n'étant pas guéri, le remède reste à trouver.



# Première Partie

## HISTORIQUE DE LA VITICULTURE MÉRIDIONALE ET DES DIVERSES CRISES QU'ELLE A TRAVERSÉES

---

### CHAPITRE PREMIER

#### Crises de l'Oïdium et du Phylloxéra

Après avoir courageusement subi la terrible crise de l'oïdium qui s'abattit sur le vignoble méridional de 1852 à 1855, et après en avoir brillamment triomphé grâce à l'énergie et la science patiente de trois hommes dont les noms resteront à jamais associés et célèbres dans les annales viticoles, j'ai cité M. Duchartre, de l'Institut, M. le comte de la Vergne, le vigneron fameux de Cantemerle, et M. Marès, viticulteur de Montpellier ; les viticulteurs croyaient avoir atteint l'âge d'or, et de fait ils vécu-

rent pendant environ vingt années dans la plus grande prospérité.

Le soufre avait vaincu cette petite cryptogame, qui, sans causer la mort des souches, entraînait la chute des grains de raisin et empêchait de mûrir ceux qui restaient suspendus à la grappe.

Le commerce des vins ne fut pas étranger au formidable mouvement général d'expansion commerciale qui caractérisa le second Empire au point de vue économique.

Enfin, et surtout la qualité vraiment supérieure que la vigne française donnait à tous nos vins, contribuait à maintenir et à accroître le renom de ces derniers sur tous les marchés du monde.

Pour toutes ces raisons, la vigne était devenue à ce moment-là le vrai pactole de la France, et le vigneron, fier de sa richesse, était loin de prévoir la catastrophe qui le menaçait.

On trouva même que le traitement de l'oïdium par le soufre devenait trop onéreux et, dans un esprit à la fois de progrès et de lucre, « on rechercha des plants qui seraient particulièrement réfractaires à l'oïdium ; certains cépages, tels que le Jacques d'origine américaine, furent alors implantés en France ; ce fut un malheur gros d'avenir car ils apportaient sur notre continent les germes de cet insecte inconnu : le Phylloxéra (1). »

---

(1) Pierre Génieys. — *La crise viticole méridionale.*

Son apparition en France fut constatée dès 1865, mais son action lente, quoique certaine, ne produisit des effets vraiment remarquables qu'une dizaine d'années plus tard. Le Phylloxéra, ce mal qui répandit la terreur dans les vignobles, et quoique dénommé *vastatrix*, ne fut pas au dire de certains auteurs viticoles de grand mérite, tels que M. Bellot des Minières, ce féroce rongeur, ce dévastateur, ce dragon ailé qu'on nous a dépeint, mais un bien modeste et sale pou; voilà tout !

Ne pouvant et ne voulant à cette place discuter quelle était l'action nocive de cet insecte, je me bornerai simplement à constater quels furent les effets de sa contamination.

Ils furent tout bonnement désastreux pour la vigne française. Malgré l'avis de viticulteurs réputés, qui prétendaient pouvoir détruire le phylloxéra par un traitement rationnel au sulfure de carbone, la grande majorité des vignes françaises disparurent lentement et, à la place, furent complantés des plants américains ayant déjà subi les piqûres de l'insecte et ayant par conséquent la force d'y résister.

Le vignoble méridional fut complètement détruit et presque aussitôt complanté en américain.

Quelques rares vignes françaises furent sauvées de la débâcle par la submersion, grâce à leur situation topographique particulière, qui permettait de les

submerger pendant tout l'hiver. C'est ainsi que la plaine de l'Aude, vers son embouchure, dans les localités de Coursan et de Fleury, a pu préserver ses vignes du fléau.

La reconstitution du vignoble fut comme chacun sait une opération fort onéreuse. Les propriétaires qui avaient su économiser pendant les années de grande prospérité ne s'en sortirent pas trop mal. Mais ceux qui n'avaient pas eu la prudence de se constituer un « bas de laine » furent obligés de faire des emprunts qu'ils ont été par la suite dans l'impossibilité d'amortir et qui sont devenus à l'heure actuelle des charges écrasantes.

Ce phénomène économique n'est d'ailleurs pas tout à fait étranger à la baisse des cours actuels.

## CHAPITRE II

### Crise actuelle par la mévente

Les premiers effets de la crise actuelle par l'avilissement des prix et la mévente se sont fait sentir à partir de 1900. A ce moment-là, tout le vignoble est à peu près complanté en américain et, grâce à la culture intensive et véritablement scientifique qu'appliquent les vigneronns méridionaux, les vignes donnent leur maximum de récolte. L'année 1900 donna une récolte évaluée à 67 millions d'hectolitres, ce qui constitue le plus fort rendement depuis la reconstitution du vignoble.

En 1904, la récolte fut aussi très abondante et évaluée au chiffre de 66 millions d'hectolitres. A partir de ce moment, les insinuations perfides qu'essayait d'établir le commerce malhonnête pour faire croire à la surproduction prirent consistance et le plus grand nombre des viticulteurs mal informés finirent par y croire. Ce fut un désarroi complet dans tout le Midi. Le commerce, qui est bien organisé pour faire la spéculation à la baisse, faisait publier par ses nombreux

journaux que la consommation normale des vins ne suffisait plus à écouler la production qui s'affirmait plus considérable tous les ans. La propriété, au lieu de s'informer, crut tout d'abord ces affirmations intéressées des spéculateurs et se dépêchait de vendre par crainte de la baisse, précipitant d'ailleurs par ce moyen la baisse elle-même.

Au milieu de cette panique générale qui poussait les viticulteurs à vendre leur vin vaille que vaille de peur de ne pouvoir le vendre plus tard, quelques hommes de sang-froid purent grâce à leurs efforts et à leur perspicacité démasquer le jeu des spéculateurs et démontrer victorieusement que la surproduction n'existait pas.

Il serait bon de dissiper une erreur qu'ont partagée certains écrivains viticoles, très distingués cependant.

M. Pierre Genyeis, dans son livre sur la crise viticole, pose la question de savoir ce qu'est la crise de mévente, et la résout par l'explication qui paraît la plus logique, c'est-à-dire qu'il existe une crise de mévente parce que les propriétaires viticulteurs ne peuvent pas vendre leur vin. Si c'est là ce que doit exprimer le terme de mévente, je me hâte de dire que le terme est inexact et qu'il faudrait le changer.

En effet, il me suffit de poser à M. Pierre Genyeis une seule question pour dissiper ce malentendu.

Pourrait-il me citer des viticulteurs qui, après trois ans, n'ont pas vendu leur récolte ? Non, certainement d'ailleurs il ne doit pas y avoir dans le Midi de propriétaire ayant une vaisselle vinaire suffisante pour loger plusieurs récoltes. Or, il n'est pas d'exemple, que je sache, de propriétaire ayant jeté son vin à la rivière faute de pouvoir le vendre.

Ce n'est point ainsi qu'il faut entendre le terme de mévente, mais il lui faut restituer son vrai sens actuel, c'est-à-dire que la mévente viticole ne consiste pas dans le non-écoulement du vin produit, car on l'a toujours vendu, mais dans son écoulement à vil prix. Nous démontrerons, d'ailleurs, ultérieurement, que, non seulement tout le vin de production naturelle se vend, mais qu'on vend encore jusqu'à 15.000.000 d'hectolitres de vins artificiels.

Donc, la crise viticole n'existe pas, parce qu'on ne vend pas le vin, mais plutôt parce qu'on ne le vend pas à des prix suffisamment rémunérateurs.

Il est, d'ailleurs, on ne peut plus facile de se rendre compte de cette affirmation en comparant la moyenne du prix de revient à la moyenne de vente depuis l'année 1900. *Grosso modo* cette moyenne serait de 8 à 9 francs pour le prix de vente et de 10 francs pour le prix de revient. Je n'é mets pas la prétention de donner un chiffre absolument exact, car les variations peuvent être aussi nombreuses que sont diverses les régions viticoles, et,

comme dit fort bien M. Pierre Genyeis en faisant cette comparaison :

« Je pourrais entrer ici dans un dédale de chiffres surabondants ; les revues vinicoles, les rapports de Sociétés d'Agriculture, les Congrès, les rédacteurs agricoles des journaux quotidiens, les hommes politiques ont tous publié des rapports successifs sur cette question ; mais, presque tous disposent les chiffres en faveur de la thèse qui leur est chère ; les organes de la propriété sont portés à en exagérer les dépenses ; les élus socialistes et les politiciens de leur parti soutiennent à l'inverse qu'il n'y a pas de mévente et disposent le budget d'autrui de façon à prouver que les récoltants vendent à un prix supérieur au coût de revient ; la mévente devient un simple accident de la vie agricole et ceux qui l'invoquent accomplissent une manœuvre réactionnaire antigouvernementale ; cette théorie est journellement soutenue depuis cinq ans, et elle jouit toujours de la même faveur auprès d'un public prévenu.

Pour m'élever, en dehors des statistiques, au-dessus des controverses, je prendrai comme exemple mon exploitation même qui s'appelle le domaine de Violet, situé à Peyriac-Minervois, dans l'Aude, et qui peut passer comme terre moyenne pour la qualité de ses crus ; j'aurai ainsi pour base de mes assertions ma comptabilité vinicole ; je n'ai exploité, ni

mieux, ni plus mal que la moyenne de mes voisins, et j'exposerai ainsi les résultats d'une expérience vécue. Violet est un domaine comprenant 65 hectares en vignes, d'un seul tenant, complantés ;  $\frac{3}{12}$  en Aramons,  $\frac{3}{12}$  en Carignans,  $\frac{2}{12}$  en Terrets,  $\frac{1}{12}$  en hybrides Bouschet,  $\frac{3}{12}$  en plants divers ; cincauts, Morastels et cépages blancs. Le sol se compose en partie de terres calcaires, en parties de terres caillouteuses, formant des portions assez bonnes et d'autres médiocres, le tout très sec. Un hectare est formé d'Aramons conduits à taille longue, arrosés par une pompe à vapeur. Les budgets diffèrent ; suivant qu'ils furent établis avant ou pendant la mévente, ils forment deux tableaux distincts : Le premier se réfère aux exercices 1897, 1898, 1899 ; le second, aux exercices de 1900 à 1904. Dès la mévente, les dépenses ont été réduites : sept chevaux pour 65 hectares d'exploitation, sept gages, fumure annuelle d'un cinquième de la propriété, deux labourages avec des charrues, deux hersages avec des Pilters, deux binages à la main, trois sulfatages et trois soufrages en moyenne ; le lecteur suivra par les deux tableaux ci-après la marche complète de mon exploitation avant et pendant la crise » (1).

---

(1) Le prix de revient est établi en valeur brute et en valeur nette ; j'entends par valeur brute la somme que le propriétaire dépense, chaque année, pour un hectolitre de vin ; pour la

déterminer, j'ai divisé la dépense d'exploitation par le total d'hectolitres récoltés. En 1897, la valeur brute est le quotient de la dépense d'exploitation par le total d'hectolitres récoltés. En 1897, la valeur brute est le quotient de la dépense d'exploitation, 30.136 par le nombre d'hectolitres récoltés 4.029 = 7 fr. 50.

*Exercices pendant la crise*

|                               | 1900      | 1901      | 1902      | 1903      | 1904      |
|-------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 1° Intérêt.....               | 1.600 fr. | 1.600 fr. | 1.600 fr. | 1.600 fr. | 1.600 fr. |
| 2° Dépenses d'exploitation... | 28.275    | 24.003    | 20.115    | 18.157    | 21.316    |
| 3° Recettes { a) Vins.....    | 27.000    | 37.423    | 36.275    | 19.961    | »         |
| { b) Sous-produits            | 525       | 360       | 435       | 1.610     | »         |
| 4° Rendements.....            | 4.200 Hl. | 3.120 Hl. | 2.457 Hl. | 792 Hl.   | 5.128 Hl. |
| 5° Prix de { Valeur brute...  | 7 fr.     | 8 fr.     | 8 fr.     | 22 fr. 65 | 4 fr. 18  |
| revient { Valeur nette...     | 10 fr. 50 | 13 fr.    | 14 fr.    | 42 fr. 55 | 7 fr. 46  |
| 6° Prix de vente.....         | 7         | 12        | 15        | 25        | »         |
| 7° Bénéfice.....              | »         | »         | 160       | »         | »         |
| 8° Perte.....                 | — 16.750  | — 2.580   | »         | — 14.195  | »         |

*Exercices avant la crise*

|                                                                                                                              | 1897                       | 1898                       | 1899                       |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|
| 1 <sup>o</sup> Intérêt à 4 o/o sur une estimation de 40.000 francs. . . .                                                    |                            |                            |                            |
| 2 <sup>o</sup> Dépenses d'exploitation . . .                                                                                 | 1.600 fr.<br>30.136 fr. 50 | 1.600 fr.<br>25.030 fr. 65 | 1.600 fr.<br>28.291 fr. 05 |
| 3 <sup>o</sup> Recettes $\left\{ \begin{array}{l} a) \text{ Vente des} \\ \text{de} \text{ vins.} \end{array} \right.$ . . . | 82.155 fr. 55              | 40.365 fr. 75              | 85.877 fr. 90              |
| l'exploitation $\left\{ \begin{array}{l} b) \text{ Vente des} \\ \text{de} \text{ sous-produits.} \end{array} \right.$ . . . | 3.250 fr.                  | »                          | 4.695 fr.                  |
| 4 <sup>o</sup> Rendement en hectolitres . . .                                                                                | 4.029 hectolitres          | 1.874 hectolitres          | 4.195 hectolitres          |
| 5 <sup>o</sup> Prix $\left\{ \begin{array}{l} a) \text{ Valeur brute} \\ \text{de} \end{array} \right.$ . . .                | 7 fr. 60                   | 13 fr. 80                  | 7 fr.                      |
| revient $\left\{ \begin{array}{l} b) \text{ Valeur nette} \end{array} \right.$ . . .                                         | 11 fr.                     | 22 fr.                     | 10 fr. 70                  |
| 6 <sup>o</sup> Prix de vente par hectolitre. . .                                                                             | 2 fr. le degré = 20 fr.    | Prix ferme 23 fr.          | 2 fr. 05 le degré = 21 fr. |
| 7 <sup>o</sup> Bénéfice . . . . .                                                                                            | + 39.269 fr. 48            | »                          | + 36.281 fr. 85            |
| 8 <sup>o</sup> Perte . . . . .                                                                                               | »                          | - 325 fr.                  | »                          |

Ce travail de comptabilité, cette expérience vécue, comme l'appelle son auteur, M. Pierre Genieys, est d'une telle clarté que j'ai cru faire œuvre utile en le reproduisant à cette place.

Mieux que toutes les statistiques, cet exemple concret montre que la viticulture n'est plus, depuis 1900, une source de bénéfices comme elle l'était auparavant, mais une cause de pertes consécutives pour le propriétaire qui a voulu traiter ses vignes comme par le passé (1).

---

(1) J'entends par valeur nette d'un hectolitre la valeur qu'il représente en grevant l'exploitation annuelle de l'intérêt du capital que représente la terre : 16.000 livres. Dans le bilan ci-dessus prenant, par exemple, l'exercice 1897, j'additionne la dépense d'exploitation 30.136 francs avec l'intérêt 16.000 francs et je divise le total 46.136 par le chiffre de la récolte 4.029 hectolitres ; le quotient me donne la valeur nette 11 francs. La valeur nette plus élevée que la valeur brute est au point de vue financier la valeur réelle. (Ouvrage de M. Pierre Genieys sur la crise viticole, 1905.)



## Deuxième Partie

### CAUSES DE LA CRISE ACTUELLE

---

#### CHAPITRE PREMIER

#### Y-a-t-il surproduction ?

La première cause de la crise de mévente que subit la viticulture méridionale, celle qui frappe à première vue, celle qui explique tout d'une façon aussi simple qui, enfin, fut répandue dans le public avec un acharnement bien compréhensible de la part des spéculateurs, était fatalement la surproduction.

J'avoue que l'argument ne manquait pas d'une certaine logique quand un effondrement du cours des vins se produisait après les grandes années d'abondance telles que 1900 et 1904. Et cependant, il faudrait encore sur ce point faire quelques réserves, car la récolte de 1900 pas plus que celle de 1904 n'a

dépassé en quantité la formidable récolte de 1875 qu'on avait évaluée à 83 millions d'hectolitres, venant, d'ailleurs, après une récolte déjà fort belle et qu'on avait estimée à 63 millions d'hectolitres. Or, il n'y eut pas de crise sérieuse en 1875. Les petits vins d'Aramon de plaine se vendirent dans le courant de l'année au prix de 8 à 12 francs, et les autres vins du Midi de 15 à 25 francs. Nous sommes, par conséquent, bien loin des prix de famine de 1904, année de misère mémorable où l'on a vu des vins se vendre au prix de 2 et 3 francs l'hectolitre, tandis que, grâce au bien-être et à l'augmentation générale des salaires, les ouvriers de toute la France et de toutes les industries boivent du vin, alors qu'ils n'en buvaient pas en 1875 ; tandis que les moyens de transports plus faciles, plus rapides et moins coûteux font parvenir des vins du Midi dans des pays qui, en 1875, n'en connaissaient ni le goût ni la couleur.

Mais que dire de la mévente après des années de disette ou de récolte fort médiocre, comme les années 1901, 1902 et 1903 ? Sinon que cette mévente était artificielle et provoquée par les spéculateurs à la baisse. L'année 1903 en a donné une preuve irréfutable. En effet, après une année de récolte médiocre, celle de 1901, et une année de disette absolue, celle de 1902, où la gelée d'abord et la grêle ensuite dévastèrent tout le vignoble méridional au point de ne laisser sur souche qu'un maigre dixième d'une

récolte ordinaire, les viticulteurs étaient en droit de s'attendre à une hausse considérable.

A la fin de 1902, la campagne commença de fait sur des prix assez élevés. On vendait couramment les minervois et les corbières au prix de 28 et 30 fr. l'hectolitre et les aramons de plaine ne se vendaient pas moins de 15 à 20 francs. Or, le commerce, après avoir fait ses premiers achats à ces prix onéreux (achats nécessaires et stricts pour faire croire à son honnêteté : car, enfin, il est possible de multiplier les hectolitres, mais encore faut-il en acheter quelque peu à la propriété pour se créer des références aux yeux des clients et de la régie) ne demanda plus rien à la propriété, alors qu'il était pertinent qu'aucun arrêt n'ayant été constaté dans la consommation, le vin devait faire défaut. A partir du mois de mars 1903, plus de demande de la part des acheteurs, et cependant c'est l'époque où les achats de vins se traitent en grande quantité, car c'est le moment où les négociants font les provisions d'été, et cherchent aussi à éviter la hausse qui se produit fréquemment à la suite des gelées de printemps.

Ce mutisme absolu et concerté du commerce jeta les viticulteurs dans une profonde stupeur, qui se changea bien vite en une ardente colère, quand ils connurent, ces braves gens, que les négociants, quoique n'achetant pas à la propriété, ne laissaient point cependant souffrir leur clientèle et savaient faire

chez eux d'abondantes récoltes. Quoique la régie fut assez bienveillante à l'égard de ces fraudeurs, le public, lui, ne tarda pas à les découvrir, on citait tout haut les noms de certains négociants et propriétaires en même temps qui, récoltant environ 6.000 hectolitres de vin, faisaient sortir annuellement de leurs caves 18 et 20.000 hectolitres.

Comment ces gens-là échappaient-ils au contrôle de la régie? C'est la question que l'on se posait jadis et que l'on ne se pose plus aujourd'hui après les étranges révélations qui ont suivi les événements douloureux de juin 1907.

Donc, la crise de la mévente ne peut provenir d'une trop grande production, puisque d'après l'argumentation extrêmement logique et scientifique qui a été développée à la tribune de la Chambre par M. Aldy, député de Narbonne, à propos de la discussion de la loi sur la répression de la fraude, le sucrage et le mouillage des vins, la production même aux années de plus grande abondance a été de beaucoup inférieure à la consommation.

Voici cette argumentation, que je suis heureux de pouvoir reproduire *in-extenso* :

M. ALDY. — Je disais, messieurs, que, depuis la reconstitution, nous n'avions plus dans l'Aude que 130.000 hectares de vignes, alors qu'antérieurement nous en avions 140.000, c'est 10.000 hectares de moins qu'avant le phylloxéra. Voilà le point sur lequel je voulais appeler votre attention...

De 1869 à 1878, disais-je, la moyenne annuelle des récoltes s'est élevée en France à 56,300.000 hectolitres.

M. LE COMTE DU PÉRIER DE LARSAN. — Et tout se vendait très bien parce qu'il n'y avait pas de vins artificiels.

M. ALDY. — Parfaitement.

Dira-t-on que je m'exprime sur une moyenne trop élevée ? Permettez-moi alors de vous donner année, par année, l'importance de certaines récoltes.

En 1865, la production de vin s'est élevée à 60.942.931 hectolitres. C'était une récolte à peu près égale à ces grosses récoltes des dernières années auxquelles on voudrait attribuer la crise de mévente et l'avalissement des cours. Pourquoi donc n'en fut-il pas de même à cette époque ?

En 1869 la récolte s'est élevée à 71 millions d'hectolitres ; en 1874, à 63 millions ; en 1875, elle atteint 83.000.000 d'hectolitres. Cette année-là fut une année de mévente. Mais tout le monde sait que la crise de 1875 ne fut en aucun point comparable à celle dont nous souffrons depuis sept années. On trouve donc dans cette période décennale, de 1866 à 1878, plusieurs années d'un rendement de beaucoup supérieur à la moyenne que j'ai indiquée.

N'est-ce pas une présomption que je n'ai pas exagéré ?

M. HENRI MICHEL. — C'est très juste.

M. ALDY. — Il n'y a pas eu de 1869 à 1878 de crise pouvant se comparer à celle qui sévit depuis 1900. Comment pourrait-on justifier ou expliquer celle-ci par la prétendue surabondance de récoltes qui sont en réalité inférieures à la production de l'époque dont je parle ?

Si, maintenant, on compare la production et la consommation que voit-on ?

La production déclarée ne s'élève pas en moyenne à plus de 50. 000. 000 d'hectolitres, 51 millions si vous voulez, pour les cinq dernières années de 1901 à 1906.

M. LE COMTE DU PÉRIER DE LARSAN. — Et la consommation dépasse cette quantité.

M. ALDY. — Voici comment j'ai calculé. J'ai dit que la production déclarée s'élevait à 50 ou 51 millions d'hectolitres pour les cinq dernières années. Il faut ajouter à ce chiffre l'importation et les vins d'Algérie. Qu'est-ce que cela peut représenter ? M. Camuzet disait que les vins d'importation et les vins d'Algérie pouvaient être évalués à 6 millions d'hectolitres. J'accepte cette évaluation qui, en effet, me paraît exacte. Il y a donc une quantité de 56 à 57 millions d'hectolitres de vin mis à la disposition de la consommation. Recherchons maintenant l'importance de la consommation et voyons si elle est inférieure aux quantités mises à sa disposition, ou si, au contraire, comme j'espère le prouver, il y a en France une consommation supérieure à la production. (Très bien, très bien, sur divers bancs.)

Je disais, messieurs, que la production déclarée avec les vins d'Algérie et ceux d'importations s'élevait à 57 millions d'hectolitres. A combien s'élève annuellement la consommation taxée ? Personne ne me contredira si j'affirme qu'elle est environ de 44 millions d'hectolitres, mais il faut y ajouter la consommation non taxée.

M. CACHET. — Il faut y ajouter l'eau et le thé que boivent beaucoup de personnes.

M. ALDY. — Ce n'est pas mon argument, mon cher collègue, laissez-moi continuer. Quelle est cette consommation non taxée ? Comment faut-il la dégager ? Je sais que certains estiment que la consommation non taxée, n'est que de 8 à 10 millions d'hectolitres. Ce chiffre est au-dessous de la réalité.

Pour essayer de dégager le chiffre exact, voici comment j'ai procédé. J'ai estimé que la population de la France se répartissait en trois catégories : d'une part, ceux qui achètent le vin qu'ils boivent ; de l'autre, ceux qui boivent du vin qu'ils récoltent ; enfin, ceux qui ne sont ni des récoltants, ni des buveurs de vins. J'ai admis, suivant l'opinion générale, que 8 millions de Français environ qui ne consomment pas de vin, qu'il existe 8 millions de récoltants, 2 millions d'ouvriers viticulteurs et 21 millions de personnes achetant le vin qu'elles boivent. Pour les 21 millions de Français qui achètent leur vin, la consommation taxée nous fournira des indications très précises. Nous savons que la consommation taxée s'élève de 44 à 45 millions d'hectolitres, 21 millions d'habitants, consomment donc 45 millions d'hectolitres. Une simple opération arithmétique nous démontrera que chacun de ces 21 millions d'habitants consomme annuellement 225 litres par tête et par an, il est bien évident que ceux qui produisent du vin et qui n'ont pas à l'acheter en boivent au moins autant.

M. LE COMTE DU PÉRIER DE LARSAN. — Davantage.

M. ALDY. — Vous avez raison, monsieur Le Comte du Périer de Larsan. Je sais bien que l'on prétend que le Midi ne boit pas de vin. Savez-vous pourquoi on dit cela ? parce que le vin que nous buvons échappe à toute constatation statistique. Le vin consommé par les récoltants, celui qu'ils donnent à leurs

ouvriers, à leurs travailleurs, échappe à tout contrôle. Voilà pourquoi on dit que nous ne buvons pas de vin.

M. HENRI MICHEL. — Votre raisonnement procède de la méthode scientifique la plus rigoureuse, je défie ceux qui contesteront vos chiffres d'en présenter de meilleurs.

M. ALDY. — Je vous remercie de votre encouragement, mon cher ami.

Si donc, messieurs, vous admettez avec moi qu'il y a dans notre pays 8 millions de personnes consommant le vin de leur récolte, et à côté de ces récoltants une population ouvrière de 2 millions d'individus — ces chiffres comprennent évidemment le chef et les membres de la famille —, vous vous trouverez en présence de 10 millions de consommateurs n'achetant pas leur vin, les 10 millions de consommateurs boivent au minimum 225 litres de vin par an. Vous pensez bien qu'ils en boivent davantage ; le vin ne compte pas pour eux, ce n'est pas une dépense, ils n'ont pas à l'acheter.

Qu'ils boivent chacun 225 litres par an, cela représente 22.500.000 hectolitres de consommation non taxée. Trouvez-vous cette quantité excessive ? Voulez-vous que nous la réduisions à 20 millions, à 16 millions d'hectolitres ? J'admets ce chiffre ainsi arbitrairement réduit pour rendre ma démonstration plus éclatante. Nous arrivons alors aux chiffres suivants : Consommation taxée : 44 millions d'hectolitres. Consommation non taxée, 16 millions d'hectolitres. Exportation — il faut bien en tenir compte dans le calcul de la consommation — nous la réduirons si vous voulez à 2 millions d'hectolitres. Distillation, on distille peu, mais il va bon mal an 2 millions et demi

d'hectolitres à la distillerie. Enfin, il faut tenir compte du déchet, car tout vin produit et déclaré, n'est pas réellement consommé ; le déchet est d'environ 7 o/o. Si vous acceptez cette proportion, cela représente 3 millions et demi d'hectolitres. Le total de la consommation, ainsi calculé, s'élève à 68 millions d'hectolitres (*applaudissements*).

M. FRANÇOIS FOURNIER. — C'est la démonstration la plus nette et la plus éclatante que l'on fabrique en France une grande quantité de vin artificiel.

M. ALDY. — J'ai fait le calcul pour l'année en cours (1906-1907) en prenant pour base les seuls mois écoulés. Prenons la production pour 52 millions avec l'Algérie et l'importation à 6 millions environ soit 58 millions. La consommation taxée s'élèvera à 47 millions, la consommation non taxée à 16 millions, l'exportation, la distillation et le déchet à 8 millions, vous arriverez ainsi à 71 millions contre 58 millions ; différence : 13 millions au profit de la consommation, c'est-à-dire que la consommation est supérieure de 13 millions à la production.

Ainsi, messieurs, nous faisons cette démonstration que la France ne produit pas assez de vin pour la consommation (*vifs applaudissements*) (1).

Et enfin pour en finir avec cette malencontreuse légende de surproduction dans les vignobles méridionaux, je citerai un passage d'une remarquable étude de la question viticole en 1905 écrite par M. Maurice Bouffet, propriétaire-viticulteur, prési-

---

(1) *Journal Officiel*, 21 juin 1907.

dent de la Société centrale d'Agriculture de l'Aude, pour le journal de cette même société.

Ce chapitre est intitulé :

PRODUCTION ET CONSOMMATION DES

VINS DU MIDI EN 1904

Déjà, en fin mai, la statistique des sorties des vins de la propriété, montrait clairement que la récolte de 1904 s'écoulait normalement, sans ombre d'encombrement commercial. Les statistiques de fin juin et fin juillet sont venues confirmer cette première appréciation et la changer en certitude. C'est ce qu'il est du plus haut intérêt de faire ressortir à la veille de la prochaine récolte : car c'est le moment favorable aux paniques, que les aigrefins guettent et favorisent, par toutes sortes de manœuvres, ainsi qu'on l'a vu l'an dernier à pareille époque.

Au cours de la discussion à la Chambre et au Sénat, il n'a été parlé que de la surproduction du vignoble méridional. L'acuité de la crise ne se faisait encore sentir que dans le Midi et particulièrement dans les quatre départements du Bas-Languedoc, qui, à eux seuls du reste, fournissent les 40 o/o de la production totale du vin de France. Il est donc tout indiqué de concentrer sur eux l'étude du marché des vins au point de vue de la surproduction.

Or, si l'on consulte les statistiques antérieures, on constate que depuis trente ans dans ces départements, l'Hérault : le Gard, l'Aude, les Pyrénées-Orientales, nulle récolte n'y fut enregis-

trée qui ait atteint celle de 1904 avec ses 25.400.000 hectolitres.

Voilà bien, dira-t-on, la surproduction du Midi prise sur le fait et la cause de la crise dont il se plaint toute trouvée. Il n'en est rien cependant, car, s'il y a surproduction, c'est sans doute que cette récolte quelque peu extraordinaire a dépassé les besoins du commerce ; sans quoi le mot serait vide de sens.

Voyons donc ce que nous apprennent les relevés mensuels de la sortie des vins dans ces départements. Remarquons que la récolte se réduit à la propriété même : 1° De la consommation en franchise. Le service des contributions indirectes l'évalua en 1902 à 1.646.000 hectolitres, qui représentent 110 litres par habitant. C'est peu pour le Midi ; en tout cas, cette appréciation n'est pas exagérée. Adoptons-la pour 1904. 2° De la perte pour ouillage ou consume, qu'on estime à 20/o pour l'année entière. Pendant les six mois que le vin reste en moyenne à la propriété, la perte sera de 10/o soit 254.000 hectolitres.

Additionnant ces deux nombres, on obtient le total de 1.900.000 hectolitres, qui sont à retrancher de l'évaluation de la récolte. C'est donc seulement 23.000.000 d'hectolitres que la récolte de 1904 a offert aux besoins du commerce.

Mais la statistique de fin juillet montre que les sorties des caves de la propriété depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1904 se sont élevées à 22.845.000 hectolitres. Il ne restait donc dans ces caves pour la consommation du mois d'août que 655.000 hectolitres. Si elle atteint celle du mois de juillet, qui a été de 2.305.000 hectolitres, le déficit sera de 1.650.000 hectolitres. Il

absorba presque entièrement le stock commercial qui n'était fin juillet que de 2.145.000 hectolitres. Pour donc fournir aux besoins de septembre, le stock total restant en fin août ne devrait plus être que de 500.000 hectolitres ; le commerce de la région ne trouvera plus rien à la propriété ; et, dans ses propres chais, il n'aura pas de quoi suffire à la consommation d'une semaine.

C'est la preuve mathématique qu'il n'y a pas de surproduction dans le vignoble du Midi, même avec la récolte de 1904, la plus forte connue. Ce terme est donc à bannir définitivement du langage des affaires, tout comme du bagage de la science viticole.

## CHAPITRE II

### **La surproduction est-elle due à la fabrication des vins ?**

---

Puisque la crise de mévente que subit la viticulture méridionale n'est pas causée par une surproduction des vins, quels peuvent donc être les phénomènes capables de produire une baisse si considérable sur les prix, en dehors d'une surproduction ou d'une sous-consommation, ce qui revient au même, se diront les esprits simplistes ? Et les esprits simplistes n'ont pas tout à fait tort, car du moment qu'il est matériellement prouvé par les statistiques officielles et autres, qu'il n'y a pas crise de sous-consommation (c'est le phénomène inverse qui se produit) et puisque, d'un autre côté, on démontre que dans la moyenne des années la production des vins ne dépasse pas la quantité consommée, les prix devraient se maintenir à un niveau assez élevé d'après la loi économique de l'offre et de la demande.

En effet, c'est bien cela qui devrait normalement se produire si à la production des vins naturels ne venaient s'ajouter tous les ans d'énormes quantités de vins fabriqués.

La fabrication des vins n'est pas une invention sortie des cerveaux détraqués des viticulteurs dans la misère. Les fraudeurs tout-puissants jusque ces temps derniers, orgueilleux de leur réussite et forts de leurs protections, essayaient par tous les moyens de tourner en ridicule ces pauvres vigneronns affolés, disaient-ils, par une situation malheureuse sans doute, mais qu'ils avaient bien voulu en dépit de tous les bons conseils qu'on leur avait prodigués. Leur folie, ajoutaient-ils, leur idée fixe, est la fraude ; c'est une hantise, une obsession délirante, qui leur fait suspecter tout et tous. Et les pauvres malheureux ne s'aperçoivent pas qu'ils ont trop planté, et qu'ils pratiquent trop la culture intensive au moyen de laquelle on obtient de gros rendements au détriment de la qualité. Voilà où est le mal, et le remède est bien simple : que les viticulteurs du Midi arrachent une partie de leurs vignes et reviennent à la polyculture.

Arracher nos vignes ! répondaient les viticulteurs indignés, mais ce serait pis que nous enlever les entrailles ! Et, en effet, il faut être de ces pays, avoir vécu au milieu de ces populations viticoles, les avoir vu sacrifier jusqu'à leur dernier centime pour recons-

tituer leurs vignobles détruits par le phylloxéra pour comprendre de quel attachement pour sa vigne peut être capable un paysan de l'Aude, de l'Hérault ou des Pyrénées-Orientales. Et faut-il s'étonner après cela qu'au cours des troubles de 1907 la réponse des viticulteurs de Perpignan au fonctionnaire mal avisé qui leur conseillait d'arracher les vignes et de planter à la place des pins et des amandiers fut, quelques jours plus tard, l'incendie de la préfecture.

Un tel langage est bien imprudent, et il nous semble peu sérieux, car, enfin, avant de jeter ainsi le manche après la cognée, avant de parler tout de gô de détruire une de nos plus belles richesses nationales, il serait au moins pertinent de chercher d'autres remèdes.

Or, le mal est aujourd'hui connu. Le bon sens et la perspicacité populaire l'ont démasqué.

Les viticulteurs ont dit : nous souffrons de la lutte que nous soutenons contre le commerce. Et dans cette lutte fratricide nous sommes trop désavantagés pour être victorieux. Tandis que les commerçants possèdent individuellement et collectivement ce qui dans toute lutte est le nerf, c'est-à-dire l'argent ; tandis que, grâce à cet argent, ils nous achètent à leur temps et à leur gré nos marchandises à vil prix, parce que justement nous manquons de numéraire ; parce que nous nous sommes endettés pour reconstituer ces vignobles en qui nous avons placé toute notre confiance ; parce qu'on nous a poussés à reconstituer

ces vignobles qui sont la fortune et la gloire de notre pays. Toutes les sommités de la science et de la politique nous ont entraînés dans cette voie. Le gouvernement lui-même a voté des lois spéciales pour nous encourager et nous aider. Et aujourd'hui vous voudriez consommer notre ruine sur tant d'espairs déçus !

Dans cette lutte commerciale les commerçants sont les plus forts, parce qu'ils sont unis, tandis que les producteurs ne le sont pas. Les commerçants agissent sur le mot d'ordre parti de leurs chambres syndicales, et n'achèteront pas quel que soit leur besoin au-dessus des prix qu'ils ont d'avance fixés, au mépris de toutes les lois économiques. Et pour atteindre ce but, il ne suffit pas qu'il y ait entre eux une entente parfaite, il faut surtout qu'il n'y en ait pas chez l'adversaire, c'est-à-dire chez le producteur. Pour cela, ils font répandre par leurs courtiers toutes espèces de fausses nouvelles sur la situation viticole. Ces courtiers sont le plus fréquemment des paysans eux-mêmes, doués d'une parole facile et abondante, mais peu enclins au travail de la terre et, partant, mieux disposés à gagner leur vie en se promenant pour prélever des échantillons et donner discrètement au paysan, qui ne se méfie pas de lui, les avis qu'il tient lui-même du négociant. Ce petit courtier campagnard a été pendant ces dernières années le facteur de démo-

ralisation le plus puissant et le plus docile entre les mains cupides des commerçants peu scrupuleux.

Les commerçants ont encore entre leurs mains la plupart des feuilles spéciales qui, sous prétexte de défendre les intérêts viticoles, servent en réalité les intérêts des négociants, mais guère ceux des viticulteurs. Ce sont ces feuilles qui, régulièrement, tous les ans avant la récolte, crient à l'abondance à tort ou à raison. Ce sont elles qui ont le secret des statistiques de production exagérée et, malheureusement, chez lesquelles les feuilles officieuses viennent s'inspirer.

Les commerçants sont encore les plus forts parce que grâce à leurs disponibilités, ils ont su se rendre utiles aux hommes politiques, qui sont devenus leurs obligés et, à ce titre, prêts à couvrir toutes leurs infractions à la loi.

Les producteurs, au contraire, ont toujours été isolés. Jusqu'à ces temps derniers, pas la moindre association, pas de syndicats, pas de caisse de secours, pas d'organe qui prenne directement la défense de leurs intérêts. En un mot, c'est la théorie du « chacun pour soi ». Théorie que les négociants cherchent à maintenir chez les producteurs en discréditant systématiquement toutes les tentatives d'associations que quelques initiatives privées avaient essayé de réaliser. Voilà le sort qui a été fait depuis de longues années jusqu'à nos jours à tous les syndicats ou coo-

pératives qui ont voulu se constituer dans le but d'écouler les produits de la vigne.

Et cependant, malgré cette disproportion de forces économiques, malgré le défaut d'entente et de capitaux, les viticulteurs pourraient très bien défendre leurs produits sur le marché et en retirer un bon prix, car, comme nous l'avons démontré, la balance économique régie par la loi de l'offre et de la demande leur est pleinement favorable, si le marché était toujours resté honnête comme il l'était en 1875.

Mais, hélas ! depuis, la chimie a fait de trop grands progrès et de trop précieuses découvertes (1).

---

(1) Ouvrage de M. Pierre Genieys sur la crise viticole au sujet des procédés chimiques de fabrication des vins.

« La composition des vins artificiels est complétée par des opérations coïncidant avec la fermentation. L'acidité est résolue par l'introduction d'acide tartrique, d'acide citrique ou mieux encore d'acide uralique, le plus similaire à l'acidité naturelle du raisin ; combiné avec la glycérine, il facilite la production des éthers ; la couleur et l'extrait sec peuvent se fabriquer à peu près par synthèse. Le meilleur colorant est l'œunocianine ; cette substance est formée d'extraits des parties colorées des raisins et même des feuilles ; on prend des peaux des raisins les plus foncés et des feuilles d'hybrides parvenues à la couleur vive de l'automne ; ces extraits forment une poudre ; cette poudre possède un pouvoir colorant élevé, mais son prix est lui aussi très fort, dans les 50 francs le kilo : tel quel, il est encore beaucoup plus économique que les solutions colorantes vendues facilement 6 à 8 francs le litre ; car il paraît qu'un kilo d'œnocianine suffirait à la fabrication de 30 à 40 litres de la solution. La couleur peut aussi être donnée par les baies de sureau très employées en Espa-

On sait, aujourd'hui, faire la synthèse du vin, et on voit, comme je l'ai vu de mes propres yeux, des laboratoires municipaux (je parle de celui de Paris) créés pour réprimer la fraude, servir au contraire d'ange gardien aux fraudeurs. Voici le fait qui m'autorise à parler ainsi. — J'ai été le témoin de ce fait, et pour le rendre plus exact et plus apparemment véridique, je pourrais désigner les héros par leurs noms, mais je ne crois pas que ce soit ici la place, d'autant que le laboratoire municipal de Paris a une réputation suffisamment bien établie à ce sujet pour qu'il soit nécessaire d'insister : « — Un négociant en vins du Midi, établi dans la banlieue sud de Paris, et qui se donne aussi comme propriétaire récoltant, n'avait souvent pas assez des vins de sa propriété pour fournir sa clientèle. Mais ceci n'était point fait pour embarrasser notre homme qui, sans être fils de Dieu, savait fort bien rééditer pour son compte le miracle des Noces de Cana. Après quelques préparations savantes, l'eau

---

gne et Portugal. Le tanin contribue à fixer la couleur et à former l'extrait sec, on peut employer indifféremment les tanins à l'éther et les tanins à l'alcool ; les meilleurs sont formés d'écorces de chêne, d'autres de pépins ; l'extrait sec a été décomposé par l'analyse, ce qui permet en mélangeant les corps constitutifs dans des proportions voulues, de le reconstituer par synthèse ; la fermentation artificielle se rapprochant physiologiquement de la fermentation naturelle, la combinaison des éléments destinés à l'extrait sec se réalise dans des conditions assez voisines des conditions naturelles.

de Seine était transformée en vin du Midi. Et pour être sûr que ce vin était légalement propre à la consommation, il avait le soin d'en envoyer quelques échantillons au laboratoire municipal qui, avec une bonne grâce, par trop singulière, lui désignait l'échantillon livrable à la consommation, et, de plus, indiquait ce qui chimiquement manquait aux autres pour être hors d'atteinte des contraventions de la régie. »

Naturellement, comme ces petits services étaient officieusement rétribués, je suppose que mon négociant ne devait pas être le seul dans son cas, et que beaucoup de ses confrères se paraient des foudres des contributions indirectes par ce procédé aussi simple que pratique.

D'ailleurs, le procès du laboratoire municipal de Paris n'est plus à faire, et les journaux de Paris, plus spécialement le *Matin*, ont raconté tout au long, au mois de juin 1907 pendant les troubles du Midi, les pratiques du directeur Girard.

Avant la loi de 1903 sur la répression des fraudes, voici comment fonctionnait ledit laboratoire ; les échantillons prélevés par la régie chez les négociants ou marchands de vins étaient apportés directement au laboratoire avec une étiquette portant le nom et l'adresse du propriétaire de l'échantillon.

Quelque temps après ce prélèvement, le propriétaire de l'échantillon recevait une lettre du directeur du laboratoire, l'invitant à passer à son bureau. Nul

ne sait ce qui se passait dans le cabinet du directeur, mais ce que l'on a pu constater, c'est qu'après ces entrevues un grand nombre d'échantillons étaient mis de côté et définitivement classés. Or, l'on devine dans quel dilemme, le négociant dont les vins n'étaient pas exempts de tous reproches devait être placé par M. le Directeur du laboratoire municipal. Quelques victimes se plaignirent ouvertement, et au cours de la discussion de la loi sur la répression des fraudes, en 1905, ces pratiques du directeur du laboratoire municipal eurent leur écho à la tribune de la Chambre. Aussi, après le vote de la nouvelle loi, une circulaire du préfet de police recommandait aux agents des contributions indirectes d'apporter directement à la préfecture de police les échantillons par eux prélevés. A la préfecture de police ces échantillons étaient classés et étiquetés avec un numéro d'ordre. A ce numéro correspondait une fiche où était inscrit le nom et l'adresse du propriétaire de l'échantillon. On envoyait au laboratoire municipal l'échantillon avec son numéro et on gardait la fiche.

Cette façon impartiale de procéder ne fut pas du goût de M. le Directeur du Laboratoire. On devine pourquoi ? Aussi, à partir de ce jour tous les échantillons soumis à l'examen du laboratoire furent trouvés invariablement bons. Ce brusque changement était trop beau pour être vrai. En effet, alors qu'en juin 1905 le résultat des analyses du laboratoire

municipal donnait comme bons 117 échantillons sur 617 prélevés sur les comptoirs de vente, et, en juillet, 129 bons sur 639 prélevés, après la promulgation de la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 et depuis la mise en vigueur du nouveau procédé qui a été expliqué ci-dessus, on ne trouve plus un échantillon mauvais, ils sont tous bons et, cependant, on continuait à fabriquer, comme il nous a été loisible de le constater par la suite.

Ce véritable scandale dura deux années au mépris des lois et du gouvernement.

Il a fallu pour le faire cesser l'émotion considérable qu'avait provoquée dans toute la France la révolution enfin déchainée dans les pays viticoles. Le directeur du Laboratoire municipal fut cloué au pilori de l'indignation publique, la presse narra avec force détails toutes ses turpitudes, et un Ministre, celui de l'Agriculture, put dire à ce sujet, du haut de la tribune de la Chambre des députés, ces paroles mémorables :

M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE. — J'aurais pu apporter ici des précisions indiquant au moins de la part d'un fonctionnaire certaines résistances injustifiables... Aussi bien je ne puis pas, puisque vous m'y obligez, ne pas formuler les réserves les plus expresses sur l'attitude de ce fonctionnaire qui, par son entêtement et son mauvais vouloir, *a fait pendant un certain temps échec à la loi* (1)...

---

(1) Séance du 10 juin. *Officiel*.

N'est-ce pas assez probant ? Est-ce qu'un pareil réquisitoire dans la bouche d'un membre du gouvernement n'établit pas d'une façon suffisamment officielle l'existence à peine déguisée de la fraude sur les vins ?

Sera-ce encore utile, pour établir d'une façon irréfutable l'existence de la fabrication des vins, de citer tous les procès (et ils sont nombreux) faits par la régie, pourtant assez bien disposée à l'égard des fraudeurs, à ces industriels sans scrupule.

De nombreux ouvrages ne suffiraient pas à les citer tous. Contentons-nous seulement d'en donner quelques-uns parmi les plus célèbres afin de donner une simple idée des difficultés que les viticulteurs rencontraient dans leur lutte contre les fraudeurs.

On en a vu à Carcassonne, en 1903, un des plus beaux exemples :

Un négociant en gros du nom de S... fut pris en flagrant délit de fraude.

A la suite de plaintes nombreuses et répétées la régie s'émut et fut prélever des échantillons dans le chais du négociant. L'expertise révéla que la plus grande partie des vins en cave étaient des vins fabriqués.

Procès-verbal fut dressé, la justice saisie, et quelques mois après l'affaire venait devant le tribunal correctionnel de Carcassonne. Les débats établirent l'existence de la fraude pratiquée par ce négociant

d'une façon irréfutable. L'expertise était formelle sur la mauvaise qualité des échantillons qui lui avaient été soumis. Et les faits prouvèrent que ce négociant faisait ce commerce lucratif depuis déjà plusieurs années et expliquaient sa subite prospérité. L'examen de la comptabilité et le dépouillement de sa correspondance établirent aussi que M. Servières vendait en 1902 et 1903 du vin à 20 francs l'hectolitre rendu franco à Paris, tandis qu'on le payait sur les lieux même de production au prix courant de 30 à 32 francs l'hectolitre (la récolte de l'année 1902 fut presque entièrement détruite par les gelées de printemps). Voilà comment M. Servières, négociant à Carcassonne, pouvait tous les ans expédier à Paris 100.000 hectolitres de vin à des prix défiant toute concurrence.

La Société centrale d'Agriculture de l'Aude se porta partie civile au procès par l'organe de M<sup>e</sup> Malric, son distingué président, et demanda 100.000 francs de dommages-intérêts.

Les juges du tribunal correctionnel de Carcassonne rendirent un verdict sévère, mais combien juste. M. Servières fut condamné à six mois d'emprisonnement, à une amende envers la régie, qui était de 3.000 francs environ, et accorda à la partie civile les 100.000 francs de dommages-intérêts, qu'elle réclamait.

M. Servières interjeta appel de ce jugement

devant la Cour de Montpellier. Et c'est à partir de ce moment que M. Servières fit agir les influences politiques. Il se démena tant et si bien qu'en 1905, c'est-à-dire deux ans après, son affaire n'était pas encore venue devant la Cour. Pendant ce temps il continuait de plus belle ses exploits. Et à une époque où la crise allait toujours croissant, où le commerce honnête ne pouvait faire le moindre achat, M. S. . expédiait toujours. Ses fûts encombraient la gare des marchandises de Carcassonne, et je me hâte d'ajouter qu'il n'y avait guère que les siens. Ce fut un tel scandale qu'une démarche officielle fut décidée au nom des représentants de la viticulture.

Profitant d'un voyage à Carcassonne de deux ministres, tous les deux du département de l'Aude : M. Gauthier et M. Dujardin-Beaumetz, à l'occasion de l'inauguration du monument Omer Sarraut, M. Malric, président de la Société centrale d'Agriculture, présenta aux deux ministres les doléances des viticulteurs à ce sujet.

Les ministres promirent d'user de leur influence pour faire cesser un pareil scandale. Et, de fait, l'affaire ne tarda pas à venir au tableau de l'audience. M. S. ., craignant que le jugement du Tribunal de Carcassonne fût confirmé purement et simplement, prit la fuite et fut se réfugier à Barcelone.

Je rappellerai aussi très brièvement l'affaire du

Château de J... où le propriétaire de ce vaste domaine, pris en flagrant délit de fraude, put éviter des poursuites judiciaires grâce au fameux système des transactions avec la régie, où un député servait habituellement d'intermédiaire. On a toujours cru, à tort ou à raison, que ces sortes de services n'étaient pas tout à fait désintéressés. Quoi qu'il en soit ce système a été très néfaste à la viticulture, mais, en revanche, il a rendu de bien grands services aux fraudeurs, qui trouvaient ainsi le moyen d'échapper à bon compte à l'action de la justice.

Voici encore comment M. Emmanuel Brousse, député des Pyrénées-Orientales, s'exprimait à la tribune de la Chambre des députés en parlant du cas non moins scandaleux de M. D..., négociant à Nîmes :

M. EMMANUEL BROUSSE. — J'ai dit tout à l'heure que les populations du Midi s'étaient révoltées non pas contre la loi, mais contre la non application de la loi. J'ai signalé à cette tribune, en janvier dernier, des fraudeurs qui avaient commis dans le Midi des fraudes considérables. Il y en a un parmi eux qui a bénéficié d'une grâce scandaleuse, d'une amnistie accordée dans des conditions qui n'ont pas été éclaircies. Le fraudeur, nommé Dayon, qui doit plus de 250.000 francs à la régie et qui n'a pas payé un centime, qui n'a pas fait un seul jour de prison se promenait le 6 avril dernier dans la ville de Nîmes, et il y a un mois à peine dans la ville de Marseille sans avoir été inquiété.

Deux autres fraudeurs signalés, Berthe et Boivin, qui avaient commis des fraudes considérables ont repris leur commerce et continuent à livrer à bas prix à leur clientèle véreuse des vins avariés, retapés dans des conditions épouvantables, maintenant ainsi l'avalissement des cours (1).

Je pourrais encore citer bien d'autres espèces du même genre qui ne feraient que confirmer l'existence avérée de la fraude, et démontrer de quelle complaisance les pouvoirs publics se montraient prodigues à l'égard des fraudeurs avant l'année 1905.

Mais à partir de cette époque, les temps vont devenir plus difficiles pour les fraudeurs.

La crise viticole n'ayant fait qu'empirer depuis 1900, des mouvements de protestation violente se dessinent contre la cause principale de la ruine du marché, c'est-à-dire contre la fraude. Des meetings sont organisés dans toutes les villes des départements viticoles et, enfin, à celui de Béziers, le plus important, fut votée une adresse aux pouvoirs publics qui contenait le résumé des revendications viticoles, qu'une délégation fut chargée d'apporter au Président du Conseil.

Le président du Conseil reçut assez froidement les délégués du meeting de Béziers. Cependant, ce mou-

---

(1) *Officiel*. Séance du 21 juin 1907.

vement où s'affirmait déjà la volonté de la grève de l'impôt, et la démission de tous les corps élus ne manqua point d'impressionner les Chambres, qui se décidèrent enfin à faire quelque chose en faveur de la viticulture.

En juillet 1905, un projet de loi relatif à la répression de la fraude des vins et au régime des spiritueux fut donc présenté à la Chambre des députés. Ce projet, après une très longue discussion au cours de laquelle il fut savamment tronqué et réduit à sa plus simple expression, devint la loi du 1<sup>er</sup> août 1905. Les quelques députés du Midi, capables de prendre la parole dans ce débat se signalèrent par leur énergie, qui, malheureusement, ne fut pas toujours bien adroite, et surtout peu efficace. Quant aux autres parlementaires, on sentait manifestement qu'il leur importait peu de doter notre législation d'une loi bien étudiée et surtout bien efficace, mais qu'ils étaient plutôt soucieux de calmer les colères naissantes des viticulteurs par quelques dispositions de circonstance hâtivement rédigées à la veille de partir en vacances. C'est, en effet, ce qui eut lieu.

Et la loi relative à la répression de la fraude sur les vins et au régime des spiritueux, qui porte la date du 1<sup>er</sup> août 1905, a été en réalité promulguée le 6 août 1905.

Avec une pointe d'ironie amère, M. Pierre Genieys le fait remarquer dans son ouvrage sur la crise viti-

cole : « La promulgation de cette loi fut retardée parce que le Président du Sénat avait lu et le Sénat avait adopté par inadvertance un texte qui, au lieu d'être le texte adopté par la Chambre, était celui d'amendements rejetés... » Et il ajoute : « Cette méprise constatée par les journaux prouve à elle seule mieux que toute argumentation l'attention de nos deux Chambres pour les viticulteurs ».

Cette réflexion n'était, hélas ! que trop juste et la légèreté avec laquelle le Parlement traita cette question trop évidente.

Aussi, cette loi ne pouvait satisfaire les viticulteurs du Midi. Elle fut accueillie par un mouvement unanime de protestation. De plus, les pouvoirs publics ne se mirent guère en frais pour la faire appliquer, et la fraude, sous l'aile tutélaire de quelques influences politiques, continua à sévir.

A la veille des élections de 1906, la régie fut prise d'un zèle tardif, et dressa en quelques semaines plus de contraventions et de procès-verbaux qu'elle ne l'avait fait depuis le vote de la loi. Le marché s'en ressentit aussitôt, il devint un peu plus ferme et la confiance en des jours meilleurs semblait renaître. On devine facilement le but de cette prompte et rigoureuse application de la loi.

C'est qu'en effet certains députés sortants n'étaient pas très sûrs de leur réélection. Ayant conscience de s'être médiocrement occupés des intérêts de leurs

électeurs durant la législature qui venait de s'écouler, il était de bon ton de manifester une bonne volonté de circonstance pour le présent et de donner des gages pour l'avenir.

C'est, par exemple, ce que fit M. Albert Sarraut, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur qui, se sentant menacé dans sa circonscription, promit aux républicains modérés, afin de les rallier à sa candidature, de déposer, dans les deux mois qui suivraient son élection, une loi sur le bureau de la Chambre complétant la loi de 1905 sur la répression de la fraude, dont les viticulteurs se montraient à bon droit peu enthousiastes. Contre cette promesse, les républicains s'engagèrent à voter pour lui, et M. Sarraut fut réélu. Il tint parole et, au mois de juillet suivant, il déposa sur le bureau de la Chambre des députés le projet de loi destiné à parfaire la loi du 1<sup>er</sup> août 1905. Ce projet de loi, transformé en décret portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 sur la répression des fraudes et falsifications en ce qui concerne les boissons, les denrées alimentaires et les produits agricoles, fut promulgué le 2 août 1906.

Ce nouveau décret ne satisfaisait pas encore pleinement les viticulteurs. Quoique appliqué d'une façon stricte et rigoureuse, il aurait certainement apporté quelques soulagements à la crise. Malheureusement, il fut peu ou pas appliqué, à tel point

que la récolte de 1906 ayant été très médiocre, on était en droit d'espérer une hausse sur le cours des vins et c'est le contraire qui se produisit à l'encontre de toutes les raisons économiques.

Aussi, la colère grondait dans les centres viticoles, et les rumeurs sourdes qui étaient nées l'hiver, sous le manteau du foyer familial, devaient éclater au printemps en clameurs violentes et en cris de révolte.

Un homme, simple paysan à la foi ardente et naïve, que les maux dont souffrait son pays avait transformé, transfiguré en apôtre de cette cause sacrée, sut le premier faire battre tous les cœurs à l'unisson, et traduire par sa bouche la pensée de ses frères de misère. Ardent et inspiré, il communiqua à ses proches le feu qui l'animait. D'autres apôtres se joignirent à lui et furent prêcher cette croisade d'un nouveau genre par les bourgs et les villes, tenant de préférence leurs assises dans les chais regorgeant de ce vin, autrefois source de richesse et aujourd'hui cause de misère.

Marcellin Albert, celui que la foule dans son délire enthousiaste avait surnommé l'Apôtre, le Rédempteur, est un modeste vigneron de la localité d'Argeliers, commune de l'arrondissement de Narbonne.

Dans son propre village, il constitua un groupe, qu'on désigna plus tard sous le titre de « Ceux d'Argeliers », et dont l'influence devint prépondérante durant la période du mouvement viticole de 1907.

« Ceux d'Argeliers » furent d'abord porter leur parole chaleureuse à Lézignan, centre viticole très important du département de l'Aude et principale ville de la circonscription de M. Albert Sarraut, à ce moment-là sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur. L'affluence fut grande et l'enthousiasme énorme. Forts de ce succès, « Ceux d'Argeliers » portaient le dimanche suivant la parole sacrée dans cette bonne ville de Narbonne qui a gardé de ses origines romaines le goût des belles choses, et l'amour des entreprises nobles et généreuses.

Son maire, M. Ferroul, représente bien le type chaud et vibrant qui caractérise l'esprit de la narbonnaise. Capable des plus beaux enthousiasmes et des plus nobles désintéressements, le Narbonnais ne sait pas plier devant la force, ce qui lui a valu, en 1907 comme en 1870, les échauffourées sanglantes que l'on connaît. Parce que, d'esprit bien narbonnais, M. Ferroul est adoré de ses administrés et, chose étonnante, a rallié sur son nom l'unanimité des suffrages dans un pays où les passions politiques sont quelquefois si vives.

Le maire de Narbonne ne pouvait donc qu'applaudir à ces belles manifestations. Il fit à « Ceux d'Argeliers » une réception triomphale et s'enrôla lui-même incontinent sous leur drapeau. A partir de ce jour ce fut une trainée de poudre, l'enthousiasme gagna les campagnes et, de tous les coins des quatre départements, les viticulteurs se mobilisèrent. Les pouvoirs

publics qui avaient caressé un instant l'espoir de détourner ce beau mouvement de son véritable but se sentirent débordés et durent assister et même contribuer à ces formidables meetings que virent après Narbonne, les villes de Béziers, Perpignan, Carcassonne, Nîmes et enfin Montpellier. A chaque étape, le flot des protestataires grossissait et, pour les derniers meetings, c'est-à-dire ceux de Carcassonne et de Montpellier, ce furent de véritables essais de mobilisation de tout un peuple. Les compagnies de chemins de fer manquant de matériel furent obligées d'en emprunter aux compagnies voisines. Après le meeting de Montpellier, il fallut trois jours pour évacuer les 800.000 manifestants qui étaient venus protester contre la fraude.

La fraude, au cours de toutes ces manifestations grandioses, représentait aux yeux de la foule la seule cause ou tout au moins la principale cause de la mévente, et c'est contre elle qu'étaient poussés les cris de révolte et proférées les menaces de mort.

A Montpellier, les 800.000 protestataires, venus de tout le Midi viticole, votèrent avant de se séparer une adresse au gouvernement le sommant de faire une loi efficace contre les fraudeurs dans un délai assez court. Le gouvernement ne voulut pas avoir l'air de céder à cet ultimatum et la discussion sur la loi de 1905 continua à aller son petit train devant la Chambre des députés. Le 11 juin 1907, jour terme du

délai, comme aucune mesure spéciale n'avait été prise par le gouvernement en faveur de la viticulture, la grève de l'impôt et la démission de tous les corps élus furent décrétées dans les quatre départements viticoles.

Devant cette révolte ouverte, et pour que force restât à la loi, M. Clemenceau, Président du Conseil, fut obligé de déplacer les régiments des villes révoltées qui promettaient de faire cause commune avec leurs compatriotes, et de verser sur les régions viticoles, particulièrement sur le Narbonnais, une véritable avalanche de troupes de toutes armes.

Narbonne, dont le maire, M. Ferroul s'affirmait de plus en plus comme le porte-parole le plus écouté du mouvement protestataire, fut envahie un beau matin par plusieurs régiments d'infanterie et de cavalerie. Le maire fut arrêté et conduit sous bonne escorte à la prison centrale de Montpellier. Les membres du Comité d'Argeliers furent appréhendés de la même façon et également conduits en prison. Seul, Marcelin Albert échappa momentanément aux poursuites.

La population narbonnaise apprenant au petit jour l'arrestation de son maire se révolta ouvertement et des barricades furent dressées dans les rues et sur les places.

L'état de siège fut proclamé et la ville livrée aux troupes. Quelques collisions se produisirent pendant les journées du 20, 21 et 22 juin entre les trou-

pes et les manifestants. Il y eut de nombreux blessés et malheureusement quelques morts furent à regretter.

Du fond de leur prison, M. Ferroul et ses amis d'Argeliers lancèrent un manifeste aux populations viticoles, dans lequel ils les engageaient au calme. Ces paroles sages furent écoutées. Ainsi finit dans le sang, ce mouvement d'un peuple luttant, non pour l'indépendance ou la gloire, mieux que cela, luttant pour le droit à la vie.

Enfin, émues, les Chambres daignèrent s'occuper un peu des intérêts des viticulteurs et se mirent au pied levé à discuter de nouveaux projets modifiant les lois existantes sur la répression des fraudes. A chaque nouvelle modification apportée à la loi, la cause du Midi avançait, mais bien lentement cependant, à cause de la formidable coalition de tous les représentants des pays de céréales, et surtout ceux des pays de betteraves, qui sont les pires ennemis de la viticulture. Les douloureux événements du mois de juin 1907 eurent un résultat beaucoup plus efficace et plus immédiat qu'un vague remaniement de la loi sur la répression de la fraude ; ils eurent pour effet de mettre enfin les pouvoirs publics en mouvement contre les fraudeurs et non des moindres.

Et alors, comme par enchantement, on en découvrit beaucoup. Il faut croire que ces fraudeurs étaient

des pêcheurs bien endurcis, puisqu'ils continuaient leur ignoble besogne, malgré les menaces de mort que les populations déchainées faisaient tous les jours résonner à leurs oreilles.

C'est ainsi que furent démasqués quelques illustres praticiens de la fraude, bien apparentés dans le monde politique. Ce fut, dans le Gard, M. Gueydan de Roussel, propriétaire de vastes vignobles et beau-frère de M. Caillaux, ministre des Finances, le ministre et le seul parlementaire, d'ailleurs, qui, du haut de la tribune de la Chambre, osa douter de la bonne foi des viticulteurs, et déclarer que tout le mouvement du Midi viticole n'était que du battage.

M. Gueydan de Roussel, après avoir joui pendant longtemps d'une protection scandaleuse, fut tout de même poursuivi après les événements de juin 1907. Sa culpabilité était si peu douteuse qu'il préféra mettre les frontières de la Suisse entre lui et la justice française.

Presqu'en même temps on découvrit dans le Biterrois un fraudeur de marque dont personne dans l'arrondissement n'ignorait le trafic, sauf la régie et la justice. Ce dernier négociant et propriétaire à Colombiers, commune des environs de Béziers était le beau-frère du député de la circonscription M. Laferre.

Encore à Béziers on mit en état d'arrestation le négociant Teissier qui opérait sur une grande échelle.

On a prétendu au cours de l'instruction qu'il expédiait tous les ans plus de 120.000 hectolitres de vins fabriqués.

Bien d'autres moins illustres furent encore pris, et ainsi se trouva faite la démonstration éclatante des paroles prononcées par M. Emmanuel Brousse, député des Pyrénées-Orientales, à la tribune de la Chambre, dans la séance du 20 juin : « La viticulture ne se meurt pas de surproduction, mais de surfalsification. »



# Troisième Partie

## REMÈDES A LA CRISE

---

### CHAPITRE PREMIER

#### L'action législative

Là où l'action législative peut beaucoup pour la cause viticole, c'est dans la répression de la fraude. Or, comme la fraude est la principale cause de la crise, ainsi que nous venons de le démontrer, l'existence de cette crise dépend un peu de la volonté des parlementaires, qui font les lois, et des pouvoirs publics qui les exécutent.

Et sur ce point, je regrette de ne point être du même avis que l'éminent viticulteur M. Genieys, qui affecte de voir dans une intervention trop puissante du gouvernement je ne sais quelle conception étatiste provenant des idées socialistes largement répandues parmi les populations viticoles. Sans doute, tout demander et tout attendre de l'Etat serait peut-être illusoire, mais l'Etat a pour principale fonction

d'assurer la liberté individuelle, et cette même liberté consiste à ne pas faire ce qui pourrait nuire à autrui.

Donc, puisque l'Etat ne peut pas être notre providence, il faut bien qu'il soit notre gendarme.

Comme nous venons de le démontrer très longuement, la crise de la mévente ne provient pas précisément de ce que la production dépassant la consommation, l'Etat doit favoriser le plus possible, dans la conception de la liberté individuelle, les initiatives privées qui s'appliquent à trouver des débouchés nouveaux. Ce n'est point là ce que nous demandons à l'Etat ; les débouchés étant tout trouvés, puisque en France seulement, il a été irréfutablement démontré par M. Aldy, député de Narbonne, que la production a tous les ans un déficit considérable sur la consommation. Nous lui demandons simplement qu'il veille suffisamment sur le commerce des vins pour que les transactions soient honnêtes, et qu'on ne puisse subvenir aux besoins des consommateurs à l'aide d'ignobles mixtures, quand les vins naturels paraissent de prix insuffisamment avantageux. Et cela est bien du ressort du gouvernement. Il faut que les pouvoirs exécutifs, nantis de lois rigoureuses, les appliquent avec non moins de rigueur.

Puisque la fraude est encore la cause dominante de la ruine de la viticulture, est-ce à dire que, dans l'Etat de la législation actuelle, les pouvoirs publics ne puissent agir comme ils le désireraient et se trou-

vent paralysés, bien malgré eux, par les lois existantes? Non. Les lois actuelles n'ont sans doute pas atteint la perfection de ce qu'elles devraient être pour protéger efficacement la viticulture contre la fraude, mais, cependant, on doit reconnaître en toute impartialité qu'elles seraient des armes déjà suffisantes entre des mains habiles et surtout désireuses de s'en servir. Pourquoi donc nous a-t-il été permis de voir des fraudeurs poursuivis et punis sévèrement, tandis que d'autres, sous le coup des mêmes poursuites et d'après les mêmes lois, ont pu jouir de grâces scandaleuses? Ne faudra-t-il donc pas chercher le manque de répression, non dans le défaut de textes législatifs, mais plutôt dans l'application défectueuse de ces textes ou même dans leur non-application?

Voilà le nœud de la question. Et voilà comment l'ont compris tous les syndicats viticoles et en particulier la Confédération générale des Vignerons, créée à Narbonne après les événements du mois de juin 1907. En vertu des pouvoirs que lui confère le décret du 2 août 1906, la Confédération a créé des inspecteurs régionaux chargés d'aider les agents du gouvernement dans la répression de la fraude. Ces inspecteurs, qui connaissent mieux le pays et ses habitants que les fonctionnaires de l'Etat, sont plus aptes à une surveillance efficace. Depuis à peine un an que fonctionne cette institution, elle a déjà rendu

de grands services et les fraudeurs se font plus rares dans le Midi viticole.

Malheureusement pour la viticulture, tous les fraudeurs ne sont pas dans le Midi, n'en déplaie à certaine presse trop partiiale. Et si la Confédération générale des Vignerons veut étendre son action d'une façon utile, il est absolument indispensable qu'elle procède de même dans la capitale de la France, qui est aussi celle de la fraude. La raison en est simple. Paris étant le plus grand centre de consommation est aussi le marché le plus important des vins. Il n'y passe pas moins de 10 millions d'hectolitres de vins dont une bonne moitié proviennent des départements viticoles du Midi.

Les négociants de Paris trouvent toujours intérêt à fabriquer, même dans les années où les prix sont très bas.

Voici ce qu'en pense M. Maurice Bouffet, président de la Société centrale d'Agriculture de l'Aude :

« En effet, le vin de sucre fabriqué à Paris ne revient en ce moment qu'à 10 ou 11 francs l'hectolitre. Pour lutter contre le commerce interlope, qui, en offrant cette mixture aux débitants, met leur conscience commerciale à une trop rude épreuve, le gros commerce honnête ne peut guère leur taxer le vin naturel plus haut que 15 ou 20 francs ; or, avant d'être rendu à Paris, le vin du Midi est grevé de 8 à 10 francs de frais de toute nature. Le négociant de

Bercy ne peut donc offrir à la propriété un prix supérieur de 7 à 10 francs au plus. C'est, en effet, le cours actuel de nos vins, et on peut affirmer qu'il en sera ainsi tant que la fabrication artificielle continuera ; que c'est même là un critérium certain de sa persistance. »

Voilà pourquoi la fraude la plus importante se commet à Paris, fraude d'autant plus grave que la régularisation du cours des vins se fait à Bercy, si étrange que cela puisse paraître.

En parlant de la fabrication des vins à Paris, je n'ai visé jusqu'ici que la fabrication en gros qui s'opère chez les négociants. Je n'ai pas parlé de la fraude qui se fait dans la cave du marchand de vin détaillant. Là, il s'opère une nouvelle cuisine à l'insu du négociant, patron (car il est de notoriété publique que le plus grand nombre de débitants sont de simples employés à la solde des gros négociants de Bercy), cuisine dans laquelle l'eau est l'élément, le plus fréquent, ce dont, d'ailleurs, il ne faudrait pas trop se plaindre, car les marchands de vin étant d'assez mauvais chimistes, il pourrait en résulter de plus grands dommages pour l'estomac de leurs clients, s'ils se livraient à des opérations plus compliquées. Bien mieux, certains restaurants populaires à prix très modérés et qui ont des succursales dans tous les quartiers de Paris fabriquent leur vin eux-mêmes. Aussi, faut-il, par curiosité, boire cette

mixture, qui n'a aucune ressemblance avec le vin, et, au point de vue du goût, et même au point de vue de la couleur, pourtant si facile à imiter. Il est bien évident que si la régie voulait, il lui serait on ne peut plus facile de prendre ces fraudeurs en faute. Ce ne sont pas les pouvoirs qui lui manquent pour cela faire. Alors, pourquoi ne le fait-elle pas ? Mystère ?

Si les viticulteurs du Midi veulent détruire la fraude à Paris, et puisque le décret du 2 août 1906 leur en donne le pouvoir, qu'ils fassent agréer par M. le préfet de la Seine quelques agents à leur solde chargés de surveiller les fraudeurs, et qu'à chaque procès la Confédération générale des Vignerons n'hésite pas à se porter partie civile comme elle en a le droit. Les juges ne demandent qu'à faire leur devoir et la juste rigueur avec laquelle la 8<sup>e</sup> chambre correctionnelle du Tribunal de 1<sup>re</sup> instance de la Seine a puni quelques fraudeurs alimentaires, nous permet de rendre à la magistrature l'hommage qu'elle mérite.

Cette inaction de la régie en matière de fabrication de vins semble donc inexplicable *a priori* pour quiconque n'est pas bien informé des conflits économiques qui peuvent s'élever entre diverses régions de la France. Or, dans ces conflits le rôle de l'Etat est assez difficile, et consiste surtout à ne mécontenter personne ouvertement, tout en sauvegardant le plus possible les intérêts généraux. Il paraît, d'une

part, que les lois sur la répression de la fraude soient suffisantes et, d'autre part, d'autres lois semblent favoriser le système de la fraude. Et, partant de ce vieil adage que « le malheur des uns fait le bonheur des autres », il est certain qu'en l'espèce la fabrication des vins, qui est la ruine des vigneron, fait la prospérité des cultivateurs de betterave et des raffineurs de sucre.

Voilà donc deux parties de la France, à intérêts absolument divers, dressées l'une contre l'autre. C'est la lutte du Nord contre le Midi au point de vue économique, et c'est là toute l'histoire de la législation sur la question viticole et sur la question des sucres. On se rend bien compte de ce conflit permanent en étudiant les cours du distingué professeur de la Faculté de droit de Paris, M. Souchon, sur la législation rurale.

Depuis environ trente années, la législation réglant la question des sucres et des vins est tout ce qu'il y a de plus variable.

On vote tous les ans des lois destinées à être modifiées et même abolies quelques années plus tard. On adopte, souvent à la légère, tel système économique que deux ou trois années d'expérience suffisent à ruiner, et l'on revient à ce qui existait avant. C'est bien là ce qui s'est produit, aussi bien dans la législation des vins que dans celle des sucres. Tantôt la loi pour favoriser notre industrie nationale des

sucres vote des primes à l'exportation, tantôt trouvant le système trop onéreux, elle les supprime. Depuis 1884, le vent législatif soufflait en faveur des primes, jusqu'au jour où les trois ou quatre grandes nations concurrentes sur le marché des sucres, lassées et épuisées par cette lutte sans trêve, très onéreuse pour leurs trésors, finirent enfin par s'aboucher, en 1903, à Bruxelles et d'un coup supprimèrent radicalement le système des primes à l'exportation. Pour notre part nous perdions, par les effets de la Conférence internationale de Bruxelles, une grosse partie de notre marché extérieur, plus particulièrement celui de l'Angleterre, qui, n'ayant plus intérêt à acheter son sucre en France, le fait venir de ses colonies.

Le groupe parlementaire des sucriers et des betteraviers ne pouvait se résoudre à supporter de gaieté de cœur un pareil dommage. Aussi, usèrent-ils de toute leur influence sur le gouvernement, pour qu'il permit et même favorisât à l'intérieur le sucrage des boissons, afin de regagner, par le développement de la consommation intérieure, ce qu'elle perdait sur les marchés à l'extérieur. Ce qui est encore pis, certains viticulteurs eux-mêmes réclamaient cette liberté de sucrage, au moins dans une certaine mesure, et voici pourquoi : Quelques contrées de la France cultivent la vigne, quoique sous un climat peu favorable à cette culture. D'où il s'ensuit que,

bien des années, les viticulteurs de ces pays sont obligés de cueillir la vendange dans des conditions d'incomplète maturité. Cette vendange donne forcément un vin très vert et bien désagréable à boire. Or, rien de plus facile pour corriger cette verdeur du vin que d'ajouter un peu de sucre à la vendange qui, en fermentant avec le raisin, donne ensuite au vin plus de douceur en même temps que plus d'alcool. Ces contrées sont le centre de la France, c'est-à-dire la Touraine, l'Anjou, l'Auvergne, un peu la Franche-Comté et la Bourgogne, et surtout en Champagne où le sucre joue un très grand rôle dans la vinification.

Aussi, toutes les fois qu'on a discuté à la Chambre sur la question du sucrage, dont les représentants du Midi demandaient énergiquement la suppression totale parce que leurs raisins mûrissent suffisamment sous leur beau ciel, ceux du Centre et de l'Est se récriaient et avec eux faisaient chorus tous les représentants des pays de betteraves doublement intéressés à la question. A noter en passant cette interruption d'un député champenois lancée à un représentant du Midi qui demandait l'interdiction absolue du sucrage pendant la discussion de la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 sur la répression des fraudes : « Puisque vous voulez nous interdire le sucrage, donnez-nous donc votre soleil ».

Et ce cri du cœur représente bien l'état d'âme de ces pays de France qui, sous des conditions climaté-

riques peu favorables s'obstinent à faire de la vigne quand même alors que d'autres cultures seraient mieux appropriées et à leur sol et à leur climat. Alors à quoi bon vouloir lutter contre la nature ? Serait-ce parce qu'au moyen d'une fabrication savante et d'une publicité adroite on est arrivé à faire valoir ces vins qui, naturellement, ne vaudraient rien à des prix très élevés ? Ceci est habile, c'est de l'industrie et du commerce bien compris, mais ce n'est plus de l'agriculture. Qu'on donne à ces vins le nom que l'on voudra, qu'on les prépare avec les éléments que l'on voudra et qu'on les vende ensuite sous le nom d'un produit fabriqué quelconque, rien de plus naturel, mais, de grâce, qu'on cesse d'apostiller de pareilles drogues du titre de vin naturel, boisson hygiénique. Qu'on laisse à chaque pays la production qui lui est naturelle, afin que, pour le bien général, chaque contrée puisse faire valoir ses spécialités. Et le Midi a cette grande excuse, ce dont certains ont voulu lui faire un grief, de s'adonner à la culture qui est la sienne, et la seule qui lui donne, ou tout au moins qui devrait lui donner des résultats appréciables.

Oui, on a accusé les viticulteurs méridionaux d'avoir trop planté après la crise phylloxérique, ce qui est une erreur assez grossière, puisque nous l'avons déjà vu, on n'a pas encore atteint, et de beaucoup depuis la reconstitution, la superficie que couvriraient les vignes françaises, on les a accusés de

s'être trop livrés à la monoculture. A ceci les viticulteurs ont une réponse bien facile et bien catégorique à faire.

Que voulez-vous que nous plantions sauf la vigne ? En effet, la nature du sol des quatre départements viticoles ne se prête guère avec profit qu'à la culture de la vigne. On l'a vu pendant la crise phylloxérique. Forcés d'arracher leurs vignes, les propriétaires, découragés, anéantis par ce désastre, et souvent aussi faute de ressources ne se décidaient pas toujours à replanter de suite en plants américains. Les résultats furent tellement maigres qu'il valait mieux conserver les vignes rongées par le phylloxéra plutôt que de semer un sac de blé pour en récolter deux. Dans ces conditions et au milieu d'intérêts si divers, quel parti voulez-vous que prenne le gouvernement. Raisonnablement, il ne peut prendre parti ni pour l'un ni pour l'autre et, quel que soit le vote des lois, il se contente de les promulguer. Quant à les appliquer, il y met une sage prudence, car il sait par avance qu'au premier essai il va s'élever un chœur formidable de mécontents.

Mieux encore, dans l'histoire de la législation viticole, nous pouvons remarquer que, non seulement les intérêts sont quelquefois divers pour des viticulteurs de régions différentes, mais, de plus, qu'ils sont même divers selon les époques pour les viticulteurs d'une même région. Un exemple vraiment frappant

est l'intérêt qu'ont eu, au plus fort de la crise phylloxérique, les viticulteurs méridionaux, ou plutôt les négociants méridionaux, car les paysans n'en usaient guère, de pouvoir faire des vins de sucre et des vins de raisins secs. C'est une tolérance qui paraissait bien naturelle à ce moment là, et que les viticulteurs expient bien cher en ce moment-ci. Voici en quels termes M. Bouffet en parle dans le *Journal mensuel de la Société centrale d'Agriculture de l'Aude* :

Avant le phylloxéra la consommation du vin en France atteignait environ 50 millions d'hectolitres. Mais, pendant la période aiguë de la crise phylloxérique, qui dura quatorze années, de 1879 à 1893, la production moyenne ne fut que de 29.220.000 hectolitres. C'était une insuffisance d'une vingtaine de millions ; et, pour la combler, on en vint, en 1887, par exemple, jusqu'à importer d'Espagne et d'Italie 12 millions d'hectolitres d'une valeur de 545 millions de francs et, par surcroît, on fit venir de Grèce ou du Levant pour 98 millions de francs de raisins secs, soit environ 2 millions et demi de quintaux, qui fournirent 8 à 10 millions d'hectolitres de vins de raisins secs. Le consommateur français put être ainsi abreuvé de sa liqueur favorite, non sans détriment pour son estomac, puisque les médecins, à Paris principalement, avaient fini par dénier au vin sa qualité primordiale d'être une boisson hygiénique. On voit donc quel développement avait pris la fabrication des vins artificiels pendant la période phylloxérique ; elle représentait un maniement de fonds se chiffrant par centaines de millions ; et l'on doit bien

penser que la légion de fraudeurs qui en vivait n'a pas brusquement déposé les armes. Dès l'année 1900, la perspective de l'Exposition universelle la surexcita à un point inouï, ce qui causa en fin d'année une première débâcle des prix de vente.

Aujourd'hui, elle exerce son habileté sur les vins de sucre qui donnent de si beaux profits depuis la détaxe de 1903, et qui sont d'une fabrication si facile. Le stock des sucres est toujours si considérable qu'il suffit à tous les besoins, l'industrie des ferments et celle des produits œnologiques ne chôment pas non plus. Quant à l'outillage, tout se réduit à quelques cuves et à une prise d'eau sur la conduite de la ville.

Comment donc s'étonner que la débâcle des prix du vin naturel soit survenue depuis la détaxe des sucres, et qu'elle persiste indéfiniment contre toutes prévisions basées sur la loi économique de l'offre et de la demande. Ce qu'on peut donner pour une certitude, c'est que la conservation de la plus grande partie des 11.700 hectares de vigne, que la patience et le courage du vigneron français ont préservées du phylloxéra ou reconstituées, à grands frais, est entièrement subordonnée à cette question ; les ensemencements de betteraves s'étendront-ils ou non dans le Nord sur 50.000 hectares en plus des 200.000 qui suffisent à produire le sucre nécessaire à la consommation intérieure (1).

---

(1) On peut dire que, *grosso modo*, un hectare de betteraves produit trois tonnes de sucre. Par suite, 50.000 hectares donneraient 150.000 tonnes de sucre, pouvant produire 10 millions d'hectolitres de vin à 8 degrés qui, jetés sur le marché, suffiraient à désorganiser les cours d'une façon permanente. *Journal de la Société centrale d'Agriculture de l'Aude*, août 1905.

## CHAPITRE II

### La législation viticole actuelle

---

La législation viticole ou plus exactement le régime des boissons est, comme je l'ai déjà dit, un thème législatif excessivement changeant, sur lequel nos parlementaires discutent très souvent surtout depuis le commencement de la crise viticole.

Ce régime se compose de nombreuses lois fréquemment modifiées et augmentées par des décrets, voire même par des circulaires ministérielles aux agents des contributions indirectes chargés de l'exécution de ces lois.

Une des plus importantes parmi les lois récentes sur le régime des boissons est la loi de 1900.

Cette loi s'imposait avec d'autant plus de nécessité que la loi qui était auparavant la loi essentielle en cette matière datait de 1816. Inutile de dire que depuis cette époque les conditions économiques avaient

évolué, et que la loi de 1816 ne se trouvait plus du tout en rapport avec les besoins modernes à ce sujet.

On avait sans doute songé à refaire une loi d'ordre général sur le régime des boissons. Plusieurs projets avaient même été présentés sur le bureau de la Chambre, mais la question paraissait si complexe *a priori* que tous ces projets avaient été renvoyés devant une commission qui n'eut probablement jamais le courage de les aborder. Est-ce pour parer à la crise viticole qui s'annonçait déjà dans le Midi ? Est-ce à la compétence particulière de M. Cailiaux que nous devons cette loi ? Il y a peut-être un peu des deux raisons. Nous ne discuterons pas d'ailleurs sur les causes, il est plus intéressant d'en connaître les effets.

### § 1. — *Loi de 1900*

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, la loi de 1900 est une loi générale sur le régime des boissons qui concerne aussi bien les cidres, les poirés, et la bière que les vins. Nous laisserons de côté ce qui a trait aux autres boissons, et ne retiendrons que ce qui touche le vin.

Une des grandes réformes accomplies par la loi de 1900 est le changement, dans un sens véritable-

ment démocratique, du régime fiscal sur les boissons.

Les droits de l'Etat, c'est-à-dire droits de détail, droits d'entrée et de taxe unique sont supprimés et remplacés par un droit de circulation dont le tarif unique est de 1 fr. 50 par hectolitre et pour toute la France.

De plus, cette loi de 1900, au point de vue fiscal, fixait un maximum de 2 fr. 25 par hectolitre pour les droits d'octroi, en attendant qu'il soit pourvu à bref délai, au remplacement de ces droits par d'autres taxes.

Evidemment, cette loi qui était très libérale et très démocratique, devait faire un trou énorme dans le budget, que le gouvernement chercha à combler en élevant les droits sur l'alcool et en réglementant sa fabrication de façon à supprimer la fraude.

On profita donc de la discussion de cette loi pour remettre sur le tapis la fameuse question des bouilleurs de cru, et par faire voter à la Chambre la suppression du privilège. D'après la loi, les bouilleurs ne pouvaient plus distiller qu'avec la permission de la régie, qui envoyait ses agents surveiller la distillation.

L'alcool était pris en charge par le propriétaire qui devait en rendre compte à la régie au fur et à mesure qu'il s'employait. De cette façon, la fraude était devenue impossible, ainsi que le vinage que

pratiquaient certains viticulteurs pour relever des vins médiocres.

Avec le même esprit libéral qui avait présidé à la réduction des taxes, la loi supprime l'exercice chez le débitant et partout favorise le mouillage qui est une des principales causes de la fraude.

*Critique de la loi de 1900.* — Voilà donc les trois grandes réformes opérées par la loi de 1900. Ces réformes sont-elles favorables à la viticulture ?

Hélas ! cela ne paraît pas très bien. Car, si la première semble donner un avantage aux viticulteurs, les deux autres le lui enlèvent largement.

En somme, il n'y a que la suppression des droits de l'Etat qui peut être favorable à la viticulture en réduisant le prix des vins et par conséquent en favorisant la consommation. Mais cet avantage est bien léger en comparaison du tort que cette même loi cause aux viticulteurs par la suppression du privilège des bouilleurs de cru, et surtout par la suppression de l'exercice chez les débitants.

C'était une bien lourde faute à commettre pour les représentants du Midi que de ne pas s'opposer à la suppression du privilège des bouilleurs de cru ; et ils la commirent.

La maladresse des représentants du Midi au Parlement paraît inexplicable si l'on ne considère que, pris entre le désir de faire quelque chose pour leurs électeurs et celui de ne rien faire contre le gouver-

nement, dont ils étaient les plus fermes soutiens, ils finirent par adopter un système vaguement transactionnel qui conciliait ou qu'ils croyaient du moins devoir concilier leurs différents scrupules politiques.

Ils ne virent pas combien ce marché leur était désavantageux. Contre un léger avantage qui leur était concédé, ils sacrifiaient des questions capitales pour la viticulture, telles que le privilège des bouilleurs de cru et le droit d'exercice chez le débitant qui permet désormais aux mastroquets le déboulement de leurs vins en toute sécurité.

La Chambre en grande majorité en voulait surtout au privilège des bouilleurs de cru, sans trop savoir pourquoi.

En vertu de cet esprit libéral, je dirai même démagogique, qui avait présidé à l'élaboration de la loi de 1900, il fallait détruire ce privilège qui semblait par certains côtés subsister depuis l'ancien régime, et qui faisait dans la nation une classe de favorisés. C'est du moins ce qu'en pensaient la majorité de nos députés par je ne sais quelle aberration du sens politique.

Il faut ajouter qu'à ce moment-là l'alcool n'était guère sympathique. Il venait de subir une terrible campagne de la part de toutes les sommités scientifiques et médicales. On le considérait comme éminemment nocif et, par conséquent, peu recommandable.

Depuis, beaucoup de grands esprits se sont retournés, et l'alcool qui était le pire de tous les maux est devenu en peu de temps et avec la même facilité le plus grand de tous les biens.

La déduction qu'on tirait de l'idée de la nocivité de l'alcool était logique. A quoi bon s'intéresser à une chose nuisible et pourquoi ne frapperait-on pas l'alcool de lourds impôts? En faisant cela on peut atteindre un double résultat également utile et profitable. Ou bien on fera diminuer la consommation de l'alcool et ce sera un grand bien pour la nation, ou bien le vice des alcooliques sera si fort qu'ils ne reculeront point devant la cherté de leur poison favori, et alors tout en regrettant les ravages qu'il pourra causer, le gouvernement aura le plaisir de voir de ce chef les sommes importantes rentrer dans son trésor et de se répandre ensuite en rosée bienfaisante sur toute la société.

C'est en se basant sur cette deuxième idée que le distingué professeur à la Faculté de droit de Paris, M. Alglave, réclame le monopole de l'alcool qui donnerait à l'Etat de très grandes ressources, de quoi établir la caisse des retraites ouvrières, dit M. Alglave. Il ne se place, d'ailleurs, qu'à un point de vue purement financier et remarque avec beaucoup de justesse que les consommations vicieuses dans lesquelles il range l'alcool passent toujours avant les autres consommations, et que le fait de les frapper de lourds

impôts n'est pas susceptible de les faire délaissier par leurs consommateurs habituels. L'Etat aurait donc bien tort de négliger une source de revenus aussi juste et aussi lucrative. Voilà quelle était la mentalité générale au sujet de cette question du privilège des bouilleurs de cru. Quoi d'étonnant, d'ailleurs, que ces théories trouvassent une majorité d'auditeurs bienveillants au Parlement, quand des bancs des représentants des bouilleurs ne s'éleva aucune protestation, pas même une protestation indignée contre ce viol de la propriété. Supprimer ce privilège est, en effet, porter une véritable atteinte au droit de propriété, étant donné que le bouilleur ne transforme qu'une chose qui lui appartient et dont il est libre en principe de faire ce que bon lui semble.

Le tort porté à la viticulture du fait de l'abolition du privilège des bouilleurs de cru est considérable. Un examen succinct de la question le démontre surabondamment.

D'abord, la distillation est une merveilleuse soupape d'échappement pendant les années de grosse production, parce qu'on peut distiller tous les vins défectueux et décharger d'autant les marchés encombrés. Et même, en temps de production moyenne, la distillation sert toujours à la viticulture, parce qu'en débarrassant le marché des mauvais vins, elle permet

aux cours de s'établir sur une meilleure moyenne et d'être un peu plus élevés.

L'expérience de ces dernières années nous a, en effet, démontré que les négociants demandent d'abord les petits vins, et ce n'est que lorsque ces vins sont consommés qu'ils se décident à acheter des vins de meilleure qualité.

C'est, d'ailleurs, un peu l'explication du sentiment qui a poussé la plupart des viticulteurs à viser la quantité au détriment de la qualité. Comme les bons vins ne se vendaient guère plus cher que les autres quand ils se vendaient, les viticulteurs étaient amenés par la force des choses à produire beaucoup, quitte à donner des vins médiocres.

Le commerce a plus de profit sur les vins médiocres que sur les bons vins, parce qu'il les achète à vil prix, et qu'il peut les revendre aussi cher que les meilleurs après leur avoir fait subir quelques manipulations peu coûteuses, qui consistent le plus souvent en collages, coupages, soutirages, pasteurisation ou même vinage avec des alcools d'industrie.

Or, ces vins, quoique savamment arrangés, n'en valent guère mieux, et donnent aux vins du Midi, sous la dénomination desquels ils sont vendus, une réputation détestable.

La distillation permettait encore d'utiliser les sous-produits de la vendange, c'est-à-dire les piquet-

tes et les marcs. Les piquettes sont le produit d'une opération qui consiste à passer de l'eau pure sur les marcs frais, ce qui donne à cette eau un léger degré et de la couleur. C'est, en somme, un vin léger qui est fort apprécié dans les fermes pour la consommation familiale et ouvrière quand on ne les envoie pas à la distillerie ou qu'on ne les mélange pas avec les vins de première cuvée.

La distillation étant défendue, ces piquettes, si elles ne sont pas consommées directement, ne peuvent plus qu'être mélangées aux autres vins ce qui diminue leur force alcoolique, tandis qu'auparavant elles pouvaient revenir dans le vin. Mais, après être passées par la chaudière, et servir ainsi l'amélioration des vins.

Voilà comment depuis quelques années le législation vinicole pousse le viticulteur à faire de la quantité au détriment de la qualité.

Pour les marcs, la distillation était encore plus précieuse, car, faute de pouvoir être distillés, les marcs ne peuvent guère servir qu'à faire de très mauvais engrais. Au contraire, en les distillant, on fait dans le Midi d'excellents trois-six à 96 degrés qui sont la base indispensable de toute liqueur, et qui au surplus servent à de multiples usages pharmaceutiques après rectification (1). La nécessité de

---

(1) C'est à ces alcools vieux de vin que la Chartreuse doit sa renommée mondiale. Les Chartreux, avant leur expulsion

la liberté de distiller s'impose d'une façon tellement évidente qu'il serait, je pense, superflu d'insister.

Pour donner une idée de l'importance de la distillation sur le marché des vins j'ajoute que M. Aldy, dans son discours du 21 juin 1907 à la Chambre des députés, estimait qu'il allait tous les ans à la chaudière une moyenne de 5 millions d'hectolitres de vins.

Appréciation fort modérée, si nous en croyons M. Pierre Genyeis, qui dit : que la distillation de la récolte, en 1901, s'est continuée très activement pendant le premier semestre de 1902, donc, postérieurement à la loi : les quantités totales d'alcool produites par la distillation des vins en 1900 et 1901 dépassent de beaucoup 500.000 hectolitres d'alcool pur avec des vins de 6 à 8 degrés, qu'on n'a pu obtenir qu'en livrant à la chaudière de 7 à 8 millions d'hectolitres. Ces chiffres se passent de commentaires et démontrent plus éloquemment que n'importe quelle argumentation de quelle utilité la distillation était à la viticulture.

La loi de 1900, qui était déjà très dure pour les bouilleurs à cause du fameux article 9, qui assimilait aux bouilleurs de profession tous les bouilleurs

---

avaient à côté de Béziers une distillerie qui ne distillait que des vins du Midi pour la fabrication de leur alcool de bon goût, qu'ils laissaient ensuite vieillir plusieurs années dans leurs caves.

qui se servaient d'un appareil à marche continue, fut encore aggravée par la loi de finances de 1903, qui voulait que la régie suive non seulement l'alcool, mais encore le matériel destiné à le produire. Les bouilleurs devaient donc déclarer les appareils qu'ils achetaient ou qu'ils louaient et les fabricants déclarer les appareils qu'ils construisaient. Ces appareils étaient visés par la régie, scellés, et défense était faite à leurs propriétaires de s'en servir sans avoir fait une déclaration préalable.

La suppression de la distillation entraînait avec elle tout naturellement la suppression du vinage, opération qui permettait de relever les vins médiocres et de leur donner un degré de l'alcool pur dans ces vins. Un vin de sept à huit degrés, complètement impropre à l'exportation pouvait, par le moyen du vinage, devenir très bon et supporter les fatigues d'un voyage.

Tous les viticulteurs avisés défendirent le vinage comme nécessaire à la viticulture, mais nos représentants au Parlement, probablement peu compétents en cette matière, ne voyaient dans cette opération du vinage qu'une fraude déguisée et, dans leur zèle ingénu, votèrent sa suppression avec la plus grande sérénité d'âme, croyant bien servir l'intérêt des viticulteurs.

Et nous arrivons à la seconde faute commise dans la discussion de cette loi par les représentants du

Midi, qui ne surent pas s'opposer d'une façon assez énergique à la suppression de l'exercice chez le débitant. Sans doute, dira-t-on, la grosse cuisine de la fabrication ne se fait pas chez le débitant pour la raison bien simple qu'il n'est pas souvent assez habile, et surtout parce qu'il n'est pas outillé pour ce genre d'opérations. Cela est vrai, mais ce n'est pas une raison suffisante pour prétendre que la fraude que peut commettre le débitant est quantité négligeable. Ce serait une grossière erreur que de le croire. Le débitant pratique la fraude d'une façon beaucoup plus simple, mais aussi plus sûre, ce qui la rend, d'ailleurs, d'autant plus dangereuse. Le procédé de fraude employé par le débitant s'appelle le mouillage. Il consiste tout bonnement à verser de l'eau dans du vin. Le mouillage est avec raison la terreur des vigneron du Midi, parce que la plupart de leurs vins étant d'un degré suffisant et hauts en couleur se prêtent admirablement à cette fructueuse opération.

Le mouillage est cependant un délit prévu et puni par la loi du 24 juillet 1894 ; mais, comment constater ce délit si on supprime l'exercice. A Paris et dans tous les grands centres de population, c'est le système de fraude qui sévit le plus. Il n'est pas de débitant qui ne pratique le mouillage sur une plus ou moins grande échelle. En raison de l'énorme concurrence qui existe le débitant est obligé de vendre

bon marché et, partant, de se contenter d'un maigre profit, car les frais généraux sont très grands. Mais il peut facilement augmenter son bénéfice en mouillant son vin. S'il achète au négociant du vin à 25 francs l'hectolitre, je suppose, en le revendant pur il peut gagner 10 francs par hectolitre, et s'il ajoute 30 o/o d'eau, comme l'eau ne coûte rien il gagnera 30 o/o de plus par hectolitre. Il y a tout lieu de croire qu'il ne se prive pas d'ajouter ces 30 o/o d'eau, qui sont tout bénéfice pour lui, quand il n'en ajoute pas davantage.

En résumé, la loi de 1900, faite dans le but de porter secours à la viticulture en détresse, eut pour effet immédiat d'accentuer cette détresse jusqu'aux pires calamités.

A partir de 1900, l'ère des grosses difficultés va s'ouvrir et la loi impuissante à réprimer la fraude devra être complètement remaniée à différentes reprises.

## § 2. — *Loi de 1905 relative à la Répression de la Fraude et au régime des spiritueux*

La loi de 1900 ne fit guère que des mécontents. Grâce à elle la fraude, cause principale de la mévente s'étendait de jour en jour et la situation devenait de plus en plus critique pour la viticulture. D'autres

lois concernant le régime des sucres, je veux parler des modifications apportées en 1903 à la législation sucrière par suite de la convention internationale de Bruxelles, venaient accentuer la note et favoriser en quelque sorte la fabrication du vin de sucre en réduisant les taxes sur les sucres.

Toutes ces circonstances réunies n'étaient point faites pour ramener le calme dans les esprits des viticulteurs méridionaux déjà si fortement éprouvés. Aussi, on ne parlait rien moins que de révolte et de grève de l'impôt. De semblables menaces eurent cependant le don d'émouvoir les parlementaires, qui, selon leurs habitudes en toutes choses, déposèrent à la hâte sur le bureau de la Chambre un projet de loi qui avait pour principal but la défense de la viticulture contre les effets de la législation sucrière de 1903.

Ce projet de loi fut voté après de longs débats et promulgué sous le titre de : « Loi relative à la répression de la fraude sur les vins et au régime des spiritueux ».

Cette loi, qui porte la date du 6 août 1905, était, je le répète, surtout dirigée contre la législation sucrière. Elle dit, en effet, que le sucrage ne pourra s'opérer que pendant une période déterminée de l'année, et que les syndicats pourront en s'ingéniant signaler les fraudes et se porter partie civile. Voici plus exactement les propres termes de la loi :

L'emploi du sucre ne pourra avoir lieu que durant la période des vendanges. Toute personne qui, en même temps que des vins destinés à la vente, désire avoir en sa possession une quantité de sucre supérieure à 50 kilos, est tenue d'en faire préalablement la déclaration et de fournir les justifications d'emploi. Les dispositions de l'article 2 ne sont pas applicables aux détaillants. . . Tout négociant qui aura été convaincu d'avoir, en violation des dispositions de l'article précédent, livré sans acquit à caution du sucre par quantité supérieure à 50 kilos sera assujetti pendant la campagne en cours, et pendant la campagne suivante, aux vérifications de la régie. Les noms des producteurs qui se seront livrés à l'opération du sucrage en première cuvée seront relevés sur un registre spécial à la recette ruraliste ; les receveurs-buralistes seront tenus de délivrer un papier libre aux personnes qui en font la demande des extraits de leurs registres dans lesquels ces personnes sont nominativement désignées. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1906, toute personne exerçant dans Paris la vente des vins en gros sera tenue de placer dans les entrepôts publics les boissons destinées à ce commerce ; les négociants seront admis à jouir des installations affectées à leur commerce jusqu'à l'expiration des baux en cours et au plus tard jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1910. Est interdite dans la ville de Paris toute préparation de liquides fermentés autres que les bières. En conséquence l'introduction des raisins de vendanges dans la ville de Paris est prohibée.

Cette loi ne fut guère mieux accueillie dans le Midi que celle de 1900. Elle ne changeait pas grand'chose,

en effet, à l'État existant. Le Midi était encore une fois battu par le Nord sur le terrain économique.

La seule mesure qui devait être efficace contre le sucrage était l'assujettissement du sucre à la régie. C'est, d'ailleurs, ce qu'avaient demandé plusieurs parlementaires du Midi sous différentes formes, et c'est ce que ne voulurent jamais admettre les députés du Nord avec la complicité tacite du gouvernement.

M. Gauthier, sénateur de l'Aude, proposait de faire suivre d'un acquit à caution toute quantité de sucre supérieure à 25 kilos et de frapper cet acquit d'une taxe de 0 fr. 25 par 100 kilos à titre de frais de surveillance. M. Cazeaux-Cazalet demandait une surveillance spéciale pour tout acheteur de 50 kilos de sucre, ce qui rendait sa proposition peu pratique et trop soupçonneuse pour être acceptable. M. Doumergue, député du Gard, avait repris la même proposition sous une autre forme, c'est-à-dire en soumettant à un acquit de circulation toute quantité de sucre supérieure à 50 kilos. C'était la seule proposition qui pût satisfaire les méridionaux et malheureusement elle ne fut pas adoptée.

Après de longues et orageuses discussions, le Parlement finit par décider que seraient seuls suivis d'acquits les sucres achetés par les particuliers, mais que les sucres achetés par les revendeurs, tels que les épiciers, circuleraient librement. Voilà une réforme qui véritablement n'en est pas une, car rien n'em-

pêche le particulier qui voudra faire du sucrage de faire venir son sucre par l'intermédiaire de l'épicier au lieu de le faire venir directement lui-même et la farce est jouée.

La loi de 1905, comme celle de 1900, n'était donc que de l'eau bénite de cour, et les méridionaux ne tardèrent pas à constater, à leur grand désespoir, les effets négatifs de cette loi qu'une circonstance spéciale devait faire modifier l'année suivante presque jour pour jour.

### §3. — *Décret du 2 août 1906*

J'ai déjà raconté l'origine du décret du 2 août 1906 uniquement dû à la crainte que M. Albert Sarraut avait pour sa réélection. Les électeurs du sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur lui avaient, en effet, manifesté leur vif mécontentement à plusieurs reprises, et ce dernier, courant à un échec, imagina le truc suivant, qui peut être considéré comme de bonne guerre en matière électorale :

Dans la deuxième circonscription de Narbonne s'était formé, avant les élections de 1905, un groupe de viticulteurs pour la plupart propriétaires et d'opinions modérées, qui menaient une campagne très active contre M. Sarraut.

Pour être sûr de la réélection, il fallait à tout prix rallier ces mécontents. Et voici ce qu'imagina M. Sar-

raut. Il leur fit la proposition, contre leur engagement de voter pour lui, de déposer dans les deux mois qui suivraient les élections un projet de loi modifiant la loi de 1905, afin de rendre absolument efficace la répression de la fraude. Cette proposition fut acceptée d'enthousiasme et M. Sarraut fut réélu.

Au mois de juillet suivant, il tenait promesse et la Chambre discuta de nouveau sur les modifications à apporter à la loi de 1905. De ces débats sortit le décret du 2 août 1906 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 sur la répression des fraudes et falsifications en ce qui concerne les denrées alimentaires et les produits agricoles.

Ce décret précise les formalités prescrites pour opérer des prélèvements d'échantillons et procéder aux expertises sur les marchandises suspectes.

Il fixe le choix des méthodes d'analyse destinées à établir la composition des éléments constitutifs et la teneur en principes utiles des produits ou à reconnaître leur falsification.

Il désigne les autorités qualifiées pour rechercher et constater les infractions à la présente loi, ainsi que les pouvoirs qui leur seront conférés pour recueillir les éléments d'information auprès des diverses administrations publiques et des commissionnaires des transports.

Toutes ces prescriptions complétaient d'une façon

fort heureuse la loi du 1<sup>er</sup> août 1905, qui laissait un peu trop de place à l'interprétation, c'est-à-dire à la chicane. Cependant, elles ne constituaient pas par elles-mêmes une réforme capitale, car elles ne réglaient que des questions de détail.

Il en est autrement de l'article de ce décret qui donne pouvoir aux départements et communes de créer des agents spéciaux pour concourir à la découverte de la fraude, à condition que ces agents soient agréés par les préfets.

Ceci est une véritable innovation qui peut rendre à la viticulture de très grands services. Nous avons vu de quelle lenteur était la régie dans la recherche des fraudeurs et quelle tiédeur elle manifestait dans ses poursuites. Il est donc très intéressant pour les viticulteurs que des agents un peu plus zélés secondent les agents des contributions indirectes.

La question a, d'ailleurs, été portée devant toutes les associations viticoles qui l'ont pleinement approuvée et même adoptée, puisque l'un des premiers actes de la Confédération générale des Vignerons a été de créer deux de ces agents particuliers par arrondissement pour surveiller et rechercher la fraude. Les résultats ont été rapides et excellents.

Je tiens aussi à signaler en passant une des prescriptions du décret du 2 août 1906 qui a aussi son importance.

Il s'agit de la façon d'étiqueter les échantillons pré-

levés. Avant 1906, les échantillons étaient étiquetés et envoyés directement au laboratoire municipal. Connaissant par la fiche le propriétaire des échantillons, certains directeurs de laboratoires se livraient à des manœuvres qui étaient loin d'être correctes et dignes de la confiance qu'on avait en eux. Ces pratiques soulevèrent des scandales, tels que celui du laboratoire municipal de Paris et donnèrent ainsi à l'auteur du décret du 2 août 1906 l'idée de tourner cette façon d'opérer par une réglementation plus sévère.

Au lieu d'envoyer directement au laboratoire l'échantillon prélevé, on l'enverra à la préfecture où on procédera à l'étiquetage de l'échantillon au moyen d'un numéro seulement. A ce numéro correspondra une fiche portant le nom et l'adresse du propriétaire de l'échantillon, mais cette fiche restera à la préfecture, ce qui fait que l'expertise pourra avoir lieu avec toutes conditions d'impartialité que doit comporter une semblable opération.

Ce décret ne produisit pas cependant tous les effets qu'on était en droit d'attendre et, pour une raison bien simple, c'est qu'on se garde bien de l'appliquer.

Les fraudeurs reprirent courage et le résultat immédiat fut une nouvelle baisse sur le cours des vins, qui produisit l'affolement des viticulteurs et le mouvement insurrectionnel de juin 1907. Sous le

coup de ces graves événements, la Chambre apporta de nouvelles modifications à la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 et vota contre le sucrage une loi qui fut promulguée le 4 juillet 1907.

#### § 4. — *Loi du 4 juillet 1907*

Cette loi tend à prévenir le mouillage des vins et les abus du sucrage. Elle enrichit la législation viticole de quelques prescriptions nouvelles qui ne sont pas, sans doute, pour faire du tort à la viticulture, mais qui ne sont pas encore les réformes radicales tant souhaitées par les vignerons. Cette lutte du Midi viticole contre le reste du pays pour lui arracher par lambeaux les lois dont il doit vivre est véritablement émouvante. Si l'attaque est vive, la résistance est opiniâtre, et il n'a pas fallu moins d'une révolution, du spectacle grandiose et sublime d'un pays debout, les armes à la main prêt à défendre sa vie, pour émouvoir un peu la nation et permettre que l'on accorde à cette armée de gueux quelques maigres satisfactions.

Telle est l'impression qui se dégage des modifications apportées par la nouvelle loi de 1907 à la législation viticole.

En effet, combien illusoire peut nous paraître la déclaration de récolte que prescrit l'article 1 de cette

loi. Comment et dans quelles conditions sera faite cette déclaration ? La fera-t-on seulement ? Voilà les questions qu'il est permis de se poser quand il nous a été donné de voir voter par les Chambres tant de lois et de décrets qui sont, hélas ! restés lettre morte.

La loi prescrit encore une déclaration lorsqu'on veut se livrer à la fabrication du vin de sucre pour la consommation familiale et ne permet pas plus de 20 kilos de sucre par membre de famille et par domestique.

La fabrication de la piquette n'est autorisée que pour la consommation familiale.

Qui délimitera la quantité de cette consommation familiale ? L'article 8 est un peu plus sérieux et rentre dans la catégorie des réformes radicales que ne cessent de réclamer les viticulteurs.

Il est ainsi conçu :

« Tout commerçant qui veut vendre du sucre par quantités supérieures à 25 kilos doit en faire la déclaration à l'administration des contributions indirectes. »

Voilà ce que MM. Gauthier, sénateur de l'Aude et Cazeaux-Cazalet, député de la Gironde, demandaient en 1905 et ce qu'ils n'avaient pu obtenir des Chambres, qui, cette fois, semblaient céder à la force.

L'article 9 de cette loi a aussi une très grande importance, parce qu'il permet à tous les syndicats formés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour

la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture, ou du commerce, ou du trafic des vins, d'exercer sur le territoire de la France ou des colonies, les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du Code d'instruction criminelle, relativement aux faits de fraude et falsifications de vins prévues par les lois des 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, 6 avril 1897, 17 août 1900, 6 août 1905 et par la présente loi, ou recourir s'ils le préfèrent à l'action ordinaire devant le Tribunal civil en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil.

Voilà une vraie réforme qui, à l'heure présente, a déjà porté ses fruits.

Durant l'année qui vient de s'écouler, les syndicats viticoles n'ont point manqué de se porter partie civile aux procès contre les fraudeurs toutes les fois que cela leur a paru utile.

La jurisprudence a définitivement consacré ce droit en accordant à la partie civile tout ou partie des dommages-intérêts qu'elle réclamait. Voici, à titre d'exemple, quelques espèces en matière de fraude, prises au hasard parmi les nombreux jugements de ce genre rendus d'après la loi du 4 juillet 1907.

En voici une qui consacre le droit des syndicats à se porter partie civile.

Le jugement ayant trait au délit de falsification dit en substance que : « Les mélanges qui ont pour

résultat la conservation des denrées alimentaires ou leur amélioration ne constituent pas des falsifications pourvu que l'on ne s'écarte pas frauduleusement des proportions qui doivent être normalement observées suivant l'usage et les lois de la fabrication. Il en résulte que la fabrication de la graisse alimentaire, de l'eau dans quelque proportion que ce soit, cette eau ayant pour effet de rendre ce produit moins propre à l'usage auquel on le destine.

Les produits composés sans type défini peuvent, comme tous les autres, être l'objet de falsification, et leur falsification constitue un délit. Fut-il démontré avec une rigoureuse exactitude que l'acheteur n'a pas ignoré la falsification, le délit n'en serait pas moins établi à l'encontre du fabricant par cela seul que l'acheteur est un commerçant qui a acheté pour revendre. La loi d'amnistie du 12 juillet 1906 (art. 15) ne couvre pas les délits prévus par la loi du 27 mars 1851.

*Un syndicat est recevable à se porter partie civile quand les infractions dont il se plaint ont occasionné un préjudice aux intérêts collectifs qu'il représente (1).*

En voici une autre sur la falsification par addition d'eau qui constitue le délit de mouillage, et qui admet aussi l'intervention de la régie comme partie civile. Le jugement dit : « Que l'article 2 du décret

---

(1) Aix (4 chambre), 20 juillet 1907. Juris. civ. Marseille.

du 31 juillet 1906, rendu en exécution de la loi du 1<sup>er</sup> août 1905, indique parmi les autorités ayant qualité pour dresser des procès-verbaux en matière de falsifications de denrées, les agents des contributions indirectes et les commissaires de police. »

Lorsque les agents de la régie ont fait les premiers prélèvements, la procédure à suivre par l'administration est celle fixée par les lois fiscales ordinaires d'après l'article 23 du décret du 31 juillet 1906. Si, au contraire, les premiers prélèvements ont été opérés par un commissaire de police, l'article 22 du même décret prescrit au procureur de la République de faire connaître, dix jours au moins à l'avance, à l'administration des contributions indirectes, le jour et l'heure de l'audience à laquelle l'affaire est appelée.

Ces dispositions impliquent nécessairement le droit pour la régie d'intervenir comme partie civile dans une poursuite pour falsification intentée par le ministère public pour obtenir la réparation civile à laquelle elle a droit, et de puiser dans les pièces de l'affaire, et dans son instruction les éléments de preuve susceptibles d'établir une contravention fiscale.

Le fait de mouiller un vin naturel constitue la fabrication d'un vin artificiel exclu du régime des vins et soumis aux droits du régime de l'alcool (1).

---

(1) Trib. corr., Seine, 8<sup>e</sup> chambre, 9 nov. 1907. — *Le*

L'espèce suivante établit le droit d'exercer deux poursuites différentes quand il y a fabrication en vue de la vente.

Le jugement l'exprime en ces termes : « La fabrication des vins en vue de la vente sous le titre de vins naturels, de boissons falsifiées constitue deux faits matériellement distincts sans qu'il y ait lieu d'appliquer la maxime : *non bis in inden.* »

Il y a falsification au sens de la loi du 27 mars 1851 dans le fait de vendre comme du vin un liquide provenant de la fermentation d'un liquide sucré auquel il a ajouté du jus de raisin pour une faible part ; dès lors, il y a lieu d'appliquer les pénalités prévues par cette loi rendue applicable aux boissons par la loi de 1855 (1).

On commence donc à avoir des armes solides contre la fraude et à vouloir se servir de ces armes. La législation répressive de la fraude se complète tous les jours, car on a fini par se convaincre que le grand mal, non seulement pour les vins, mais aussi pour toutes les autres boissons et denrées alimentaires, était la fraude.

Après le vin, on a vu falsifier la bière, le cidre, le

---

*Droit*, 21 nov. 1907. — *La Loi*, 27 nov. 1907. — *Mon. Lyon*, 25 nov. 1907. — *Gaz. Palais*, 28 nov. 1907.

(1) Cass. crim., 26 octobre 1907. — *Gaz. Palais*, 26 nov. 1907. — *Juris. civ.*, Marseille, 1907.

lait et même les farines. Des poursuites, intentées par le Parquet de Toulouse et d'autres parquets du Midi contre les fraudeurs de farine, ont eu cette année assez de retentissement dans tout le pays pour qu'il soit utile d'évoquer spécialement ces cas de fraude.

Aussi, ne rit-on plus de la fraude qui s'étend tous les jours, et menace plus ou moins les producteurs de toutes sortes de denrées. On trouve enfin que les Méridionaux avaient bien raison de s'en plaindre.

Les Chambres continuent à légiférer et les ministres à faire des circulaires.

C'est dans de telles dispositions d'esprit que vient d'être promulguée la loi Cazeneuve à la date du 11 août 1908.

Cette loi ne contient que deux petits paragraphes, assez courts d'ailleurs, mais qui, certes, ont leur importance. Le second, que je cite le premier, parce qu'il est moins important, reconnaît aux syndicats en général, et non plus aux seuls syndicats viticoles, le droit de se porter partie civile dans les procès de fraude et falsifications.

Le premier est une addition au 3<sup>e</sup> paragraphe de l'article 11 de la loi Ruau, qui définissait trop rigide-ment les possibilités de règlements d'administration publique. Les rédacteurs de ces règlements furent constamment gênés par cet article 11. Il les empêchait de pousser jusqu'au bout les définitions

légales et de réprimer les falsifications évidentes. Ainsi, les vins limonés, c'est-à-dire les vins faits avec des raisins cueillis en terre détrempee et par conséquent mêlés de matières terreuses, pouvaient être vendus comme des vins purs. De vieilles farines, du lait sans sucre, de la luzerne cuscutée pouvaient être présentés comme des produits sains, honnêtes, bien-faisants, à la barbe des inspecteurs des fraudes. Grâce à la correction Cazeneuve, qui tient compte de la définition et de la dénomination des boissons, denrées et produits conformément aux usages commerciaux, des traitements licites dont ils pourront être l'objet en vue de leur bonne fabrication ou de leur conservation, des caractères qui les rendent impropres à la consommation. Ainsi, l'administration ne se trouvera plus désarmée, et la fraude ne se rira plus d'une loi qui avait masqué quelques-unes de ses rigueurs.

Toujours dans le même ordre d'idées, nous apprenons, par le *Journal officiel* de ce mois d'août 1908, que M. Ruau, Ministre de l'Agriculture, qui fait des efforts très louables en vue de la répression des fraudes, vient de créer des experts spécialistes, afin de reconnaître par les signes extérieurs et principalement par la dégustation, si les produits qui leur sont soumis sont naturels ou artificiels ; on sait qu'il faut pour cela une très grande expérience à laquelle ne peuvent prétendre les directeurs de laboratoire, et

qui est plutôt de la compétence des négociants ou courtiers en liquides.

Ce corps d'experts spécialistes sera choisi sur une liste dressée annuellement par le Ministre de l'Agriculture sur la proposition des préfets qui, pour établir lesdites propositions, s'adresseront aux organisations (telles que les syndicats de producteurs ou de négociants) constituées ou ayant des représentants dans les villes où se trouvent des laboratoires agréés pour la répression des fraudes.

Voilà une initiative heureuse, qui ne peut que rendre d'excellents services à la viticulture en particulier et à tous les produits alimentaires en général.

Un congrès pour la répression de la fraude sur les produits alimentaires doit se tenir très prochainement à Genève, et les journaux ont annoncé que notre Ministre de l'Agriculture, qui prend cette question véritablement à cœur, doit s'y rendre en personne.

Tout ceci prouve qu'avec de la persévérance on arrive au but qu'on s'était proposé. La lutte tenace, ardente et courageuse que le Midi viticole soutient contre la fraude depuis de longues années commence à porter ses fruits.

Nous sommes loin des railleries plus ou moins spirituelles qui accueillirent, en 1905, les premières manifestations des Méridionaux contre les fraudeurs.

Aujourd'hui, on s'inquiète sérieusement dans tous

les pays du tort énorme fait aux producteurs et aux commerçants honnêtes, et surtout aux consommateurs, par la horde sans vergogne des falsificateurs de toute espèce.

## CHAPITRE III

### L'action syndicale et coopératiste

---

Quoique la fraude soit la principale cause de la crise de mévente actuelle, et que ce soit surtout contre elle que doivent converger tous les efforts des vignerons, cela ne veut point dire qu'il ne faille pas prendre en considération les idées nées sous l'action de la poussée à la fois syndicaliste et mutualiste qui a secoué le Midi d'abord abattu par la misère.

Comme nous l'avons vu par l'examen rapide de la législation viticole qui se complète un peu tous les jours, il ne suffit pas que la loi soit bien faite et prévoyante de tous les cas, il faut encore et surtout que cette loi soit appliquée. Nous avons aussi vu, hélas ! qu'il est plus facile de voter une loi que d'en assurer la stricte et rigoureuse application. Et c'est alors que devient utile l'action syndicale. Il serait superflu de vouloir démontrer la force d'ailleurs incontestée du syndicat. Or, si les vignerons com-

prennent bien leurs intérêts, ils doivent se grouper et former des syndicats communaux, ce qui est devenu bien facile grâce à la loi du 21 mars 1884 ; et puis créer une fédération de ces nombreux syndicats afin de leur donner une discipline et un mot d'ordre unique. Avec une semblable force on peut agir ; soit moralement sur les pouvoirs publics pour obtenir les lois préventives indispensables, soit amialement sur le commerce par une entente régionale sur le prix de vente minimum au-dessous duquel dans chaque contrée viticole la propriété ne peut donner son vin sans courir à une ruine certaine ; soit judiciairement sur la fraude, grâce aux cotisations régulières des syndiqués ; car, pour rechercher les fraudeurs et les amener devant la justice il faut de l'argent, le nerf de toute guerre et, pour s'en procurer d'une façon permanente, rien ne vaut l'association syndicale régulièrement organisée.

Cette idée émise en ces termes par M. Bouffet, en 1905, devait trouver sa réalisation après les événements insurrectionnels de 1907, qui furent suivis de la création de la Confédération générale des Vignerons, qui est la Fédération de tous les comités communaux de défense viticole qui s'étaient formés pendant la période des meetings de mai et juin 1907.

Mais, avant cette époque, la misère avait déjà réuni un grand nombre de viticulteurs dans un élan de mutualisme et les avait aidés à former des syndicats

tels que les autorise la loi de 1884 et qui étaient plus particulièrement des syndicats de propriétaires. Ces syndicats n'eurent, d'ailleurs, qu'une action assez effacée et ne prirent de forme que plus tard en se transformant sous l'empire de nécessités sociales et économiques.

### § 1. — *Syndicats mixtes*

Ces nécessités furent d'abord sociales, parce que la crise de mévente avait provoqué chez les ouvriers agricoles un mouvement protestataire de grève qui, exploité habilement par les meneurs habituels des organisations ouvrières syndicalistes faillit dégénérer à certains moments en sanglantes jacqueries.

Pour arriver à l'organisation de ce mouvement, les socialistes avaient créé dans toutes les exploitations agricoles de quelque importance des syndicats ouvriers qui s'intitulèrent syndicats rouges et qui étaient d'allure franchement révolutionnaire. C'est pour répondre à ce péril des syndicats rouges que se formèrent, comme le dit fort bien M. Souchon, professeur à la Faculté de Droit de Paris, dans son cours d'*Economie rurale* de l'année 1905, les syndicats mixtes composés de propriétaires, de fermiers et d'ouvriers qui sont plutôt des groupements mutualistes que des syndicats purement agricoles.

En effet, ils ont surtout pour but de venir en aide

aux ouvriers faisant partie du syndicat en les assurant contre le chômage d'abord, et ensuite contre la maladie par l'abonnement syndical au médecin et au pharmacien.

La caisse de ces syndicats est alimentée par les cotisations de ses membres, qui sont infimes pour les ouvriers, à peine 0 fr. 50 par mois, et par les cotisations des propriétaires qui sont proportionnelles au nombre d'hectares de vignes qu'ils possèdent.

Ces syndicats offrent également aux propriétaires qui en font partie l'achat en gros et à meilleur compte des engrais, soufres, sulfates, instruments agricoles et, enfin, d'une façon générale, tous les produits employés dans la culture de la vigne et la vinification.

Mais ceci est le but secondaire du syndicat, son but principal est le secours à porter à l'ouvrier membre du syndicat dans un esprit mutualiste. Inutile de dire que les ouvriers se trouvèrent enchantés de la création de ces syndicats qui leur donnaient des avantages réels et palpables, tandis que les syndicats rouges ne leur donnaient rien en échange de cotisations beaucoup plus élevées.

Les syndicats mixtes habilement dirigés furent, dans beaucoup de localités, la cause d'anéantissement des syndicats rouges leurs rivaux. Leur succès dans la région du Midi viticole tient à de multiples

raisons dont nous essaierons de donner les principales.

Il tient d'abord à ce que beaucoup d'ouvriers agricoles ne sont plus tout à fait de véritables journaliers, n'ayant d'autres ressources que le prix de leur journée de travail. La plupart possèdent un lopin de terre, quelques parcelles de vignes et sont en somme propriétaires eux-mêmes. De ce fait, ils sont plus portés à se rapprocher des autres propriétaires plus importants, parce qu'ils ont de nombreux intérêts communs. Leur propriété n'étant pas suffisamment vaste pour les occuper toute l'année eux et leur famille, ils sont très heureux de trouver du travail chez les gros employeurs de la localité quand leurs travaux personnels sont finis.

Ces petits propriétaires, terrorisés par les factieux et les violents des syndicats rouges qui travaillaient avec eux, n'osaient ouvertement se déclarer contre eux.

Les propriétaires clairvoyants avaient vu cet état de choses et s'empressèrent de créer les syndicats mixtes qui favorisaient ce rapprochement salutaire pour tous les travailleurs. En plus des avantages de sécurité contre le chômage et d'assistance pendant la maladie, le petit possédant trouve au syndicat mixte l'aide morale et quelquefois matérielle pour l'exploitation de son coin de vigne.

Le syndicat mixte a aussi l'avantage de réunir en

une seule organisation les syndicats de propriétaires et les syndicats d'ouvriers. Dans le syndicat mixte c'est l'entente professionnelle entre les patrons et les ouvriers après libre discussion. En dehors des assemblées générales qui réunissent tous les membres du syndicat, le conseil d'administration qui se réunit au moins tous les mois, est composé mi-partie d'ouvriers et mi-partie de patrons. Toutes les difficultés sont portées, soit devant l'assemblée générale, soit devant le conseil d'administration et réglées presque toujours à l'amiable.

Il est aujourd'hui reconnu dans le Midi que le syndicat mixte est le meilleur instrument de fraternité et de pacification entre les diverses classes sociales, instrument avec lequel il sera peut-être permis dans un avenir prochain de faire disparaître les haines sociales soulevées par les syndicats révolutionnaires.

C'est ainsi qu'en a d'ailleurs pensé le congrès de Toulouse tenu dans cette ville au mois de juin 1904, en acceptant le vœu présenté par M. Duport tendant à la propagation de cette forme syndicale.

La Société des Agriculteurs de France a également émis, dans sa session de 1905, le vœu suivant sur la question des syndicats mixtes :

« Considérant que les regrettables incidents qui sont survenus à l'occasion des grèves agricoles du Midi n'auraient vraisemblablement pu se produire si les propriétaires et ouvriers agricoles de cette

région avaient été groupés dans des syndicats mixtes où ils auraient pu librement discuter leurs intérêts respectifs et solidaires, émet le vœu qu'il soit créé partout où il n'en existe pas encore, des syndicats agricoles proprement dits, c'est-à-dire groupant dans une même association : propriétaires, fermiers, métayers et ouvriers. »

Les syndicats mixtes sont aujourd'hui assez nombreux et fonctionnent à la satisfaction générale. La plupart sont locaux et n'ont de liens entre eux que par les comités de défense viticole qui ont été pris en majorité dans leur sein et qui, eux, sont fédérés à la Confédération générale des Vignerons, qui a son siège à Narbonne et dont le président est M. Ferroul, maire de cette ville, qui prit une si grande part au mouvement protestataire de 1907.

Cependant, les syndicats mixtes ont déjà dépassé la limite étroite des villages et des bourgs ; exemple : le syndicat de Béziers, dit « l'Union des Classes », qui s'étend à toutes les localités de l'arrondissement et qui, en plus de tous les secours que donnent les autres syndicats, facilite l'obtention d'une pension de retraite.

Les syndicats mixtes ont l'ambition de faire une caisse de retraite pour la vieillesse et tout porte à croire qu'ils réaliseront ce projet avant que celui du gouvernement n'ait vu le jour.

§ 2. — *Caisses de Crédit agricole*

L'idée du Crédit agricole dans les départements viticoles est aussi une organisation toute récente, qui naquit également de la crise. C'est un des moyens que l'on avait cru trouver pour remédier à la mévente, c'est-à-dire à la vente à vil prix. En effet, pourquoi le propriétaire vend-il à vil prix, questionnent les partisans du Crédit agricole? La raison est facile à trouver, c'est parce qu'il a besoin d'argent. Mais si l'on institue une caisse agricole qui lui avancera l'argent dont il aura besoin, il ne vendra qu'au moment opportun, quand il pourra tirer un bon prix de sa récolte.

Ce raisonnement est parfaitement exact en dehors de toute conception de fraude, car le négociant est bien obligé d'acheter pour fournir sa clientèle qui boit toujours. Mais si le négociant, à défaut de vin naturel, fabrique du vin pour pourvoir aux besoins de sa clientèle? Voilà bien l'incident qui détruit toute la logique d'une pareille argumentation, et ramène la question à la lutte contre la fraude d'abord. Toutes les autres conceptions de crédit agricole, de syndicats, de coopération de vente, etc., sont excellentes et pourront donner à la viticulture un grand essor, à la seule condition cependant que la

fraude soit complètement supprimée. Cette question de fraude résolue, les caisses de crédit agricole peuvent rendre de grands services à la viticulture.

Elles procèdent d'une inspiration mutualiste et tendent surtout à venir en aide au vigneron en lui permettant par des prêts à court terme, c'est-à-dire remboursables dans l'année, de continuer son exploitation en attendant qu'il puisse vendre son vin un prix raisonnable. En faisant cela, la caisse rend non seulement service à l'emprunteur, mais le ou les prêteurs qui sont les autres sociétaires en tirent aussi le bénéfice de ne pas voir les prix s'avilir par la faute de quelques nécessiteux. Les intérêts de l'emprunteur et du prêteur sont donc solidaires. La caisse de crédit a comme garantie le vin qui est dans la cave de l'emprunteur et, dans ce cas, il se transforme en crédit réel parce qu'il porte sur des warrants. La caisse de crédit tient compte également des qualités morales de l'emprunteur.

Les premières sociétés de crédit agricole furent créées sous la forme de sociétés en nom collectif à responsabilité illimitée. Puis, comme le mouvement s'accroissait, le gouvernement crut devoir le favoriser et fit voter la loi du 5 novembre 1894 qui accorde un régime de faveur aux sociétés de crédit agricole basé sur la mutualité.

L'ARTICLE PREMIER de cette loi est ainsi conçu : Les sociétés

de crédit agricole peuvent être constituées soit par la totalité des membres d'un ou de plusieurs syndicats professionnels agricoles, soit par une partie des membres de ces syndicats ; elles ont exclusivement pour objet de faciliter les opérations concernant l'industrie agricole et effectuées par ces syndicats ou par des membres de ces syndicats. Ces sociétés peuvent recevoir des dépôts de fonds en compte courant avec ou sans intérêt, se charger, relativement aux opérations concernant l'industrie agricole, des recouvrements et des paiements à faire pour les syndicats ou pour les membres de ces syndicats.

Le capital social ne peut être formé par des souscriptions d'actions, il doit être constitué à l'aide des souscriptions des membres de la société. Ces souscriptions formeront des parts qui pourront être de valeur inégale ; elles seront nominatives. La société ne pourra être constituée qu'après versement du quart du capital souscrit.

ART. 2. — Les statuts détermineront le siège et le mode d'administration de la société de crédit, la composition du capital et la proportion dans laquelle chacun de ses membres contribuera à sa constitution ; ils régleront l'étendue et les conditions de responsabilité qui incomberont à chaque sociétaire dans les engagements pris par la société.

Les sociétaires ne pourront être libérés de leurs engagements qu'après la liquidation des opérations contractées par la société antérieurement à leur sortie.

ART. 3. — Les statuts détermineront les prélèvements qui seront opérés au profit de la société sur les opérations faites par elle ; ces prélèvements serviront jusqu'à concurrence

des trois quarts au moins à la constitution d'un fonds de réserve, jusqu'à ce que cette réserve ait atteint au moins la moitié de ce capital. Les sociétés de crédit agricole sont commerciales.

Cette loi est assez large et permet aux sociétés de crédit agricole de jouer le rôle de banquiers auprès de leurs sociétaires. En dehors des actions souscrites par les sociétaires, les caisses de crédit agricole ont des ressources assez importantes provenant d'abord des Caisses d'épargne, grâce à la loi de 1895 qui leur permet de disposer du cinquième de leur capital et de la totalité de leurs revenus à des prêts aux sociétés de crédit agricole. Or, le capital des Caisses d'épargne s'élevant à 92 millions, le cinquième est de près de 20 millions. De plus, le gouvernement, sous le ministère Méline, profitant du renouvellement du privilège de la banque de France, proposa à cette dernière une convention qui fut acceptée et qui mettait 40 millions d'avances à la disposition de l'Etat. Cette convention fut consacrée par la loi du 17 novembre 1894.

Les redevances annuelles de la Banque de France furent affectées par M. Méline à la banque du Crédit agricole. Ces redevances qui sont d'environ 4 millions par an, jointes aux 40 millions de capital d'avances, font à l'heure actuelle une somme totale d'environ 75 à 80 millions.

Cette somme a été mise à la disposition du gouvernement pour qu'elle soit attribuée à titre d'avance, sans intérêt, aux caisses régionales de crédit mutuel, qui escomptent les effets souscrits par les membres des caisses locales et garanties par elles.

Les caisses locales ne prêtent qu'à leurs sociétaires ou syndiqués. Depuis la loi du 18 juillet 1898, elles disposent d'un merveilleux instrument de crédit, qui constitue pour elles le gage le plus sûr, c'est-à-dire le warrant agricole..

Les deux caisses régionales qui prêtent aux quatre départements viticoles, Aude, Hérault, Gard et Pyrénées-Orientales, sont : la caisse régionale du Midi qui a son siège à Montpellier, qui a fait beaucoup d'opérations et malgré la crise n'a subi aucune perte ; et la caisse régionale de la Haute-Garonne, qui a son siège à Toulouse. Beaucoup moins riche que la première, elle fait beaucoup moins d'opérations et ne dépasse guère les limites des deux départements de l'Aude et de la Haute-Garonne.

A côté de ces caisses de crédit agricole en quelque sorte officielles, parce qu'elles fonctionnent avec les secours et sous la surveillance de l'Etat, il s'est créé, au plus fort de la crise, des caisses de secours locales entièrement libres, qui ont l'avantage sur les caisses officielles d'exiger moins de formalités et d'être par conséquent d'accès plus facile.

L'initiative de la fondation de ces caisses est une

excellente chose que les résultats ont d'ailleurs bien vite confirmée.

Leur chiffre d'affaires dépasse celui des caisses régionales. Les plus connues sont celles de Lézignan, du Minervois, et la caisse de crédit agricole mutuel de Carcassonne. Cette dernière surtout mérite une mention spéciale. Elle a fait l'objet d'une étude de M. P. Genieys, que je suis heureux de pouvoir reproduire, afin de bien démontrer ce que peut faire l'initiative privée en pareille matière :

« Cette caisse, dit M. Genieys, a été fondée sous le patronage de la Société centrale d'Agriculture de l'Aude; elle est constituée, conformément à la loi du 6 novembre 1894, sous le régime des sociétés à capital variable. Son capital initial est de 20.000 francs, divisé en parts de 100 francs libérées du quart. Le capital versé est donc de 5.000 francs.

« Elle prête directement à tout agriculteur qui présente des garanties suffisantes matérielles et morales; la caisse étant mutuelle ne prête qu'à ses membres. L'emprunteur doit par application des principes de mutualité se solidariser avec la collectivité des porteurs de parts en achetant lui-même une ou plusieurs parts.

« Il doit justifier de sa solvabilité par la production de pièces telles que : extrait de la matrice cadastrale, certificat du bureau des hypothèques, titres de propriété, contrat de mariage, polices d'assurance. Le

prêt est réalisé au moyen d'un billet à ordre souscrit par l'emprunteur au nom de la caisse et avalisé par une caution solvable ou jointe à un warrant. Le billet est à échéance de trois mois, renouvelable trois fois, ce qui constitue un crédit d'un an allant par conséquent d'une récolte à la suivante. »

« La caisse de Carcassonne prête à 5 o/o : elle escompte son papier à la Société générale ; celle-ci est autorisée par l'administration à ouvrir un crédit d'escompte de 125.000 francs. La seule garantie matérielle de la Société générale est le capital versé : 5.000 francs, qu'elle a reçu en dépôt et auxquels elle fait rapporter 5 o/o pour le bénéfice de la caisse de crédit, et la fraction de capital à appeler : 15.000 francs ; mais elle a une garantie morale plus précieuse dans la prudence de l'administration de la caisse. »

« Fondée à la fin de 1900, la caisse de Carcassonne avait, au 31 décembre 1901, pour 102.100 francs de risques en cours, c'est-à-dire de prêts, et comme ces prêts furent presque tous renouvelés ou qu'à leur paiement les disponibilités furent employées à satisfaire de nouvelles demandes, son mouvement d'escompte fut pour son premier exercice de 338.000 fr. Au 25 janvier 1902, époque la plus aiguë de la mévente, ses risques en cours s'élevaient à 121.400 fr. Malgré la crise et malgré l'importance des prêts, elle n'éprouva ni pertes ni retard, et son bénéfice, tous

frais déduits, fut de 945 francs. Elle prêtait à 5 o/o, elle escomptait à la Société générale à 3 1/2. Elle bénéficiait de la différence. De son côté la Société générale percevait 3 1/2, pouvait réescompter à la Banque à 3 et gagnait un 1/2 pour o/o, car le papier ayant trois signatures était banquable. »

En 1902 l'escompte atteint 413. 300 francs. Au 31 décembre 1902, le portefeuille est de 103.500 fr. En 1903 l'escompte est de 286. 900 francs ; les risques à courir au 31 décembre, de 45. 950 francs. Les bénéfices réalisés depuis la fondation se montent à 3.723 francs. Les risques en cours ont dépassé 140.000 francs et donné lieu à un escompte pour l'année de plus de 500.000 francs en 1904.

« Aussi, la caisse particulière de Carcassonne a rendu, dès sa première année, des services beaucoup plus importants que la caisse régionale de Toulouse, qui avait un capital sensiblement égal, entièrement versé, les avances de l'Etat et l'appui des syndicats. Il est vrai que la situation financière des pays de polyculture est heureusement meilleure que celle des pays de monoculture viticole. Mais, il n'en résulte pas moins qu'une administration privée, prudente et intelligente, rend plus de services qu'une Caisse d'Etat, enveloppée dans un réseau de formalités, de rapports trimestriels, d'inspection annuelle et dont des circulaires ministérielles, émanant de fonctionnaires étran-

gers à la vie pratique, viennent entraver les opérations.

Grâce à la souplesse de la caisse de Carcassonne, beaucoup de propriétaires exposés à vendre leur vin de 3 à 5 francs l'hectolitre, ont pu obtenir 8 à 9 fr. gagnant du tiers au double du prix offert. Quand les cours sont élevés, les prêts sont plus difficilement consentis, et la caisse fait observer au demandeur qu'il a intérêt à vendre et à ne s'endetter que s'il épuise le prix de sa vente.

Voilà en quels termes M. Genieys, dont la parole est si autorisée dans tout ce qui touche la viticulture, parle de la caisse de crédit de Carcassonne. Nous sommes obligé de constater avec lui que les caisses dues à l'initiative privée, plus souples et plus accessibles à l'emprunteur que les organisations officielles de crédit, ont rendu des services autrement plus importants que ces dernières.

Une autre caisse libre du genre de celle de Carcassonne, la caisse de Lézignan, placée dans un centre viticole plus riche, fait des opérations encore plus importantes que celle de Carcassonne.

### § 3. — *Syndicats ou coopératives de vente*

L'action syndicale s'est encore manifestée sur le marché des vins dans la recherche des débouchés

nouveaux. Les viticulteurs croyant à la surproduction s'étaient mis en devoir d'étendre le marché des vins.

A cet effet, il s'était formé de nombreuses associations ayant pour but la vente des vins et s'intitulant tour à tour comités, syndicats ou coopératives. Depuis déjà longtemps il existait des associations ayant pour but la vente du vin et s'intitulant comités, syndicats ou coopératives de vente, dans toutes les régions viticoles de la France.

En Champagne surtout, il y avait, en 1890, un mouvement coopératiste très important qui ne tendait à rien moins qu'à soustraire le vigneron à la domination tyrannique dans laquelle le tenait le négociant champenois.

Beaucoup de localités avaient formé des coopérations de vente et de vinification. Le mouvement coopératiste échoua, cependant, parce que le commerce plus riche et mieux organisé sut le faire avorter. Quelques rares coopératives ont survécu à cette défaite et parmi elles la plus célèbre est celle des vignerons de Damery ; qui a donné et donne encore d'excellents résultats.

Le vignoble champenois est donc complètement retombé entre les mains des grandes maisons qui exploitent les marques célèbres de Champagne et qui font elles-mêmes la vinification.

La Bourgogne a quelques coopératives locales

mais exclusivement composées de petits récoltants et de tendance socialiste.

Les Charentes sont déjà beaucoup plus avancées à ce sujet et ont plusieurs syndicats ou coopératives de vente qui fonctionnent très bien.

Dans le Bordelais, on a également essayé de soustraire la propriété à la domination du commerce par les syndicats. Mais là, comme en Champagne, ces efforts ont été stériles.

Quant au Midi, il n'avait pas connu jusqu'à la crise de mévente actuelle, des syndicats ou coopératives de vente. Et ceci se conçoit assez facilement si l'on considère qu'à l'encontre des autres pays vignobles chaque propriétaire fait sa vinification lui-même, ce qui le rend beaucoup plus indépendant à l'égard du commerce, et que surtout il n'avait jamais connu jusque-là de mévente pareille. Nous savons, en effet, qu'avant la crise phylloxérique, même dans les plus fortes années de production, le vin s'était toujours bien vendu. Après le phylloxéra, il se vendait encore mieux parce qu'il était rare, et il a fallu la crise de mévente actuelle pour que l'on songeât à organiser dans le Midi des sociétés pour la vente du vin.

Cependant, depuis déjà longtemps, la coopérative de vente, dans d'autres pays et pour d'autres produits agricoles, avait donné des résultats vraiment remarquables.

C'est, d'ailleurs, ce que démontre brillamment

M. Souchon, professeur à la Faculté de droit de Paris, dans son cours d'*Economierurale* à propos des fameuses coopératives pour la vente du lait et du beurre en Danemark. Les coopératives pour la vente du lait ont été imitées avec un grand succès par toutes les autres puissances : Allemagne, Angleterre, Italie, France, etc.

Pour les vins, l'Allemagne a connu de très bonne heure les coopératives vinicoles, puisque la coopérative de la Vallée de l'Aar date de 1866.

La Suisse a également transformé récemment ses très anciennes confréries de vigneronns du canton du Valais en coopératives de vinification et de vente. L'Italie a procédé par petites sociétés locales qui ont pris le nom de *Cantine Sociale* et qui, après des débuts très pénibles, sont arrivées à un assez grand développement.

Dans le Midi de la France on a fait tout le contraire. On a commencé par créer de grandes associations telles que : la Société coopérative des Viticulteurs du Midi à Béziers, et l'Association coopérative des Viticulteurs français à Montpellier. Elles n'ont pas eu plus de succès l'une que l'autre, et les deux furent obligées de liquider faute d'organisation, faute de fonds et de débouchés suffisants.

Le système des grandes associations eut donc vite fait ses preuves et l'on crut, à l'exemple de ce qui existe en Allemagne, en Suisse et en Italie, que les

petites associations locales, plus faciles à manier, étaient appelées à donner de meilleurs résultats. C'est sur ces bases que s'était déjà fondée, en 1893, bien avant la crise, une société audoise, appelée la Moussanaise, qui permet à ses 127 membres adhérents d'écouler directement leur récolte.

De même, la coopérative vinicole de Manduel, qui a trouvé l'écoulement des produits de ses membres adhérents en s'adressant aux coopératives de consommation.

Un peu partout des propriétaires se sont groupés afin de vendre leur récolte dans des conditions meilleures que le cours du marché officiel. C'est ainsi que plusieurs gros propriétaires du Gard et de l'Hérault ont fondé, en 1901, à Montpellier, une association avec un gros courtier de Paris, au capital de 500.000 francs, afin de vendre directement leur récolte.

De même, le Syndicat de Bages-Roussillon, formé par des propriétaires des Pyrénées-Orientales, a-t-il à Bercy un comptoir exclusivement réservé à ses membres.

Il s'est aussi formé un groupement un peu plus important et recommandé par toutes les sociétés agricoles. Il s'intitule : Union coopérative des propriétaires viticulteurs de France. Il s'est constitué sous la forme d'une société anonyme, au capital de 800.000 francs, et a pour but de faciliter la vente

directe du vin en constituant à proximité des chemins de fer, à Bercy, à Charenton, un entrepôt où les adhérents pourront envoyer quelques fûts comme échantillons de leurs produits : on leur transmettrait les commandes.

Une autre association à tendance socialiste mérite aussi d'être citée, car elle donne une idée des conceptions socialistes telles que les comprennent et les appliquent les travailleurs méridionaux. Cette association s'intitule « Les Travailleurs libres de Marausan » (Hérault) et a été fondée par un certain M. Cathala qui la définissait dans les termes ci-après au Congrès de Nîmes : « C'est pour protester contre l'exploitation capitaliste que nous nous sommes organisés ; c'est le prolétariat agricole que nous avons voulu grouper non sans difficulté..... Nous voulons faire disparaître l'infériorité de la petite propriété, qui ne peut lutter à armes égales avec les grandes propriétés terriennes. » Leur but est évidemment de vendre directement le vin des membres de l'Union libre et de le vendre à meilleur compte en se passant du service des intermédiaires. La clientèle d'abord indiquée pour l'Union libre était les autres groupements socialistes et plus particulièrement les coopératives ouvrières de consommation. La combinaison donne paraît-il d'assez beaux bénéfices dont on réserve 50 o/o pour des œuvres de solidarité socialiste.

Mais les deux plus grosses tentatives d'association

pour la vente du vin ont été : le Comité du vin de France et le Syndicat des propriétaires de l'Aude pour la vente des vins.

Le Comité du vin de France fondé à Montpellier sur l'initiative de M. Degrully, directeur du *Progrès agricole* se proposait de faire connaître au Nord, le vin du Midi, et de faire connaître au Midi les moyens pratiques d'aller écouler ses vins dans le Nord.

Le comité faisait étudier par des inspecteurs techniques les régions du Nord et réunissait les documents qui portaient sur les points suivants : chiffre de population, montant des droits d'octroi, montant approximatif des frais de transport, mouvement des vins, quantités consommées, prix moyens, nombre de maisons de commerce et de détaillants, goût de la population, aisance moyenne. Ces renseignements étaient catalogués en tableaux qui étaient envoyés à chaque adhérent.

Les adhérents étaient formés de deux groupes, les particuliers qui devaient payer une cotisation minima de 5 francs pour recevoir les publications du comité, et les collectivités ; ces collectivités comprenaient les associations agricoles et les municipalités.

Un grand mouvement de sympathie accueillit l'initiative de M. Degrully ; les listes de souscriptions publiées par les numéros du *Progrès agricole* au cours des années 1901-1902 montrent que les parti-

culiers et les associations versaient facilement des souscriptions atteignant 100 francs. On tentait de conquérir le Nord. Le Nord ne fut pas conquis, ajoute M. Pierre Genieys, en relatant cette tentative du Comité du vin de France. Malgré une réclame très intelligente, malgré les conférences des campagnes dans les revues médicales et dans les congrès d'hygiène, ce mouvement n'a abouti qu'à des installations restreintes. Le rôle des correspondants écrivait-on en 1901, de Wimeux et de Boulogne à M. Genieys consiste à installer un débit au mieux des intérêts du propriétaire, y placer un gérant, le surveiller, s'assurer par des visites que le correspondant fait par lui-même ou fait faire par des employés que les vins sont débités purs ; prendre la recette par semaine et quand il y a des sommes rondes, les porter en banque au compte du propriétaire ou les lui envoyer directement suivant ses instructions. La vente dans les débits se fait au comptant ; quand on vend à la pièce le correspondant se renseigne sur la solvabilité de l'acheteur. L'installation d'un débit, comptoir, enseignes, verres, litres, rinçoir, imprimés, réclame, etc., coûte environ 400 francs ; les locations sont de 600 à 1.000 francs avec bail de trois ans.

Dans ces débits on place un gérant qui y loge avec sa femme aux appointements de 150 francs par mois. Il faut avoir l'intention de continuer plusieurs

années, autrement l'installation ne serait pas amortie.

Je pense, ajoute M. Genieys, que nous ne froissons aucun amour-propre en disant que le vin de France ne créa pas le grand mouvement de pénétration dans les populations laborieuses du Nord qu'en espéraient ses promoteurs.

Le syndicat des propriétaires de l'Aude pour la vente du vin, fut créé par la Société centrale d'Agriculture de ce département en 1901, alors que les prix du vin étaient descendus à 3 francs l'hectolitre. On hésitait tout d'abord entre la coopérative de vente achetant les vins aux propriétaires et le revendeur ensuite à ses risques et périls, et le syndicat servant seulement d'intermédiaire et prélevant un léger courtage. Ce fut cette dernière combinaison qui l'emporta et qui fut proposée aux membres de la Société centrale d'Agriculture de l'Aude par son distingué président M. Malric. Le point capital visé par le syndicat était de régulariser les cours. Voici le texte des statuts du syndicat tels qu'ils furent adoptés :

ARTICLE PREMIER. — Entre les Soussignés et ceux qui adhéreront aux présents statuts, il est formé sous le patronage de la Société centrale d'Agriculture de l'Aude, et conformément à la loi du 21 mars 1884 un syndicat qui prendra le nom de :

Syndicat central des Viticulteurs de l'Aude pour la vente du vin.

ART. 2. — Ne pourront faire partie de ce syndicat que les personnes qui justifieront être propriétaires de vignobles en production sis dans le département de l'Aude à l'exclusion de tous autres.

ART. 3. — Le syndicat a pour but la défense des intérêts viticoles et des viticulteurs, la recherche des moyens les plus avantageux de vente des vins. Il s'occupera des questions de transport, de tarif de régie, et de douane. Il soutiendra les syndiqués dans les difficultés qu'ils pourraient avoir soit avec les compagnies de transport, soit avec la régie, lorsqu'il s'agira de questions de principe.

Il recherchera et communiquera à tous ses membres les renseignements utiles de nature à favoriser les viticulteurs soit pour l'écoulement de leurs produits, soit pour la sauvegarde de leurs intérêts. Il pourra garantir l'authenticité des vins des syndiqués, les protéger contre toute concurrence déloyale et donner aux acheteurs sa garantie morale que les vins sont naturels et récoltés par les syndiqués.

Le syndicat favorisera, facilitera et au besoin organisera la vente des vins. Dans ce but il fera toute la publicité nécessaire, locale ou collective. Il pourra créer des offices de renseignement, des offices de vente et de courtage, et même des entrepôts soit pour l'alcool de vin avec ou sans avantage à l'usage de ses membres partout où besoin sera. Il pourra organiser toutes expositions et dégustations temporaires et même permanentes ; prendre part collectivement au nom des syndiqués à toutes

expositions françaises et étrangères, accomplir tous actes pouvant servir à faire connaître les vins de ses adhérents. Mettre ceux-ci en rapport avec les consommateurs, principalement avec les sociétés de consommation, en un mot faciliter par tous les moyens la vente du vin des syndiqués.

ART. 5. — Le syndicat s'interdit toute opération commerciale, il se bornera à servir d'intermédiaire et à défendre les intérêts de ses adhérents.

ART. 6. — Le syndicat se mettra immédiatement en rapport avec toutes les sociétés de viticulteurs, tous les syndicats similaires de producteurs de vins, de manière à établir dans toutes les régions viticoles une entente sur les questions essentielles entre les producteurs de cru.

ART. 7. — Le Syndicat s'efforcera d'accord avec les syndicats de viticulteurs affiliés et avec les sociétés agricoles de la région de régulariser les cours des vins en évitant les à-coups dans les cours, et les coups de baisse qui depuis quelques années inquiètent si profondément le marché des vins. Son but sera de ramener dans le cours du vin la régularité qui convient au prix d'une denrée de première nécessité et dont la consommation régulière est indispensable à la santé publique.

ART. 8. — Le syndicat publiera un bulletin sommaire et dans la forme la plus économique pour renseigner individuellement chacun de ses adhérents sur tout ce qui peut les intéresser pour la vente de leurs vins. Ce bulletin sera adressé gratuitement à tous les membres du syndicat et à toutes les sociétés et syndicats unis. Le conseil d'administration pourra décider que la totalité des bulletins ou quelques-uns seulement seront

envoyés gratuitement aux maires, secrétaires de mairie, curés, instituteurs, et autres de l'arrondissement et même au dehors à telles personnes qu'il jugera convenable. Il se mettra en rapport avec tous les membres de la presse et journaux locaux ou autres qu'il jugera à propos dans l'intérêt d'une publicité utile pour favoriser la vente des vins.

ART. 9. — Lorsqu'une affaire sera conclue par l'intermédiaire du syndicat la garantie fournie à l'acheteur ne pourra en aucun cas donner lieu à un recours de ce dernier contre le syndicat, les droits directs de l'acheteur contre le vendeur demeurant pleinement réservés.

Inversement le syndicat ne fournira à ses membres aucune garantie effective concernant l'acheteur, ce dernier étant seul responsable vis-à-vis du vendeur pour tout ce qui se rattache à la formation du contrat ou à son exécution. Le Syndicat n'ayant dans ces sortes d'affaires que le rôle de simple indicateur.

ART. 10. — Le fait par un viticulteur de figurer comme syndiqué emporte engagement de sa part de ne livrer à ce titre que des vins naturels. Toute plainte reconnue fondée concernant un échantillon déloyal donnerait lieu contre le syndiqué à une action en dommages de la part du syndicat sans préjudice de son exclusion.

J'ai cru vraiment utile de citer tout au long les statuts du Syndicat central des Viticulteurs de l'Aude pour la vente du vin parce qu'ils sont remarquables et donnent une idée parfaite de ce que doit être

un syndicat agricole ayant pour but la vente du vin naturel.

#### § 4. — *Caves communes*

On a cru voir aussi dans le défaut ou l'insuffisance de vaisselle vinaire une des causes de la baisse des cours.

Durant la crise, il nous a en effet été permis d'assister à quelques récoltes abondantes telles que 1900 et 1904. Or il s'est produit ces années-là que bon nombre de viticulteurs manquant de vaisselle vinaire au moment de la récolte furent obligés de vendre leurs excédents à n'importe quel prix. Naturellement cette vente effectuée dans de si mauvaises conditions n'était pas pour faire monter les cours, car les négociants faisaient leur provision avec ces vins vendus à vil prix et avaient ensuite dans le courant de l'année la prétention d'acheter sur les mêmes bases.

Cette vente d'excédents étaient donc désastreuse pour la viticulture, et cependant les propriétaires ne pouvaient faire autrement.

Beaucoup s'étant endettés pour la reconstitution des vignobles après le phylloxéra n'avaient pas le moyen de faire les grosses dépenses qu'aurait nécessité l'installation d'une vaisselle vinaire suffisante.

D'autres pouvant le faire hésitaient devant la dépense injustifiée par la mobilité des cours et aussi des récoltes, car les bonnes récoltes comme celles de 1900 et 1904 sont assez rares.

Ainsi à la récolte de 1900 succéda 1901, très médiocre et 1902 véritablement désastreuse. Que faire les années de disette d'une quantité de foudres qui, ne contenant pas de vin, demandent cependant de grands soins, faute de quoi ils seraient bientôt hors d'usage.

Devant de pareilles difficultés, et pour enrayer en cas d'abondance cette funeste vente des excédents, certains proposèrent de faire construire par une collectivité, commune, ou syndicat, ce que chacun ne pouvait faire en son particulier. De là naquit l'idée des caves communes.

D'après les promoteurs de cette idée, les caves communes devaient être d'une très grande utilité pour le relèvement des cours parce qu'elles permettraient au propriétaire ayant des excédents de les loger en attendant le moment favorable pour les vendre.

De cette façon non seulement on rendrait service au propriétaire manquant de fûtaille, mais aussi à tous les autres vignerons en empêchant de vendre du vin à vil prix. De plus, disait-on, les caves communes sont utiles aux associations de vente pour traiter les vins à leur guise et les expédier en conformité

des demandes. Les caves communes seraient encore de précieux auxiliaires du crédit agricole, parce que les vins warrantés seraient soustraits à la garde du récoltant pour être placés dans des locaux dépendant du syndicat ou de la caisse rurale qui a consenti le prêt, et ainsi la sécurité du prêteur étant plus grande, le crédit en serait facilité.

Enfin dernier argument à l'adresse des capitalistes, les caves communes seraient d'excellents placements.

Malheureusement, l'œuvre des caves communes n'eut pas le don de soulever l'enthousiasme des populations viticoles qui ne donnèrent pas les capitaux nécessaires pour leur construction.

Doit-on le déplorer ? Il serait difficile de se prononcer, étant donné que les adversaires de cette idée opposent aux arguments des promoteurs d'excellentes raisons, et qu'au surplus aucune application pratique n'est encore venue les départager.

#### § 5. — *Le trust des vins du Midi*

Je ne puis terminer cette étude rapide du mouvement syndical et coopératiste dans le Midi viticole, sans parler d'une association ou plutôt d'un projet d'association, qui avait pour but le trust des vins du Midi ; et qui se différenciait de toutes les autres tentatives d'association faites jusque-là en ce qu'elle

procédait d'un système purement financier tandis que les autres étaient d'essence mutualiste.

Le projet du trust des vins du Midi fut imaginé par M. Bartissol, député des Pyrénées-Orientales, gros entrepreneur et brasseur d'affaires. Le but de cette entreprise, car c'était au fond une véritable entreprise capitaliste, était de constituer une société au capital de 300 millions qui achèterait tous les vins du Midi et se chargerait ensuite de la vente à ses risques et périls. M. Bartissol proposait de passer un contrat avec tous les propriétaires aux termes duquel la société s'engageait pendant cinquante ans à leur acheter tout leur vin naturel au prix de 1 franc le degré.

De plus la société devait donner à crédit à tous les producteurs, les engrais, le soufre et le sulfate de cuivre. Elle s'engageait également à faire des avances aux producteurs jusqu'à 50 o/o du produit de leur récolte.

Le prix du vin serait payable en quatre échéances dans le courant de l'année.

La société devait aussi faire construire des caves de réserve à proximité des gares afin de faciliter les expéditions.

Et M. Bartissol espérait que la société deviendrait une puissance si importante qu'elle entraînerait nécessairement la presque totalité des producteurs. Ce projet ne fut pas aussi bien accueilli qu'on aurait tout d'abord pu le croire.

En effet quoique le principe parût à tous excellent les deux principales clauses du projet c'est-à-dire celles qui fixaient le prix du vin et la durée du contrat entre les propriétaires et le trust étaient si peu avantageuses que les viticulteurs ne pouvaient décemment y souscrire.

Le prix de 1 franc le degré est pour la plus grande partie des régions viticoles du Midi à peine le prix de revient, et accepter un tel traité c'était s'interdire à l'avenir quelque bénéfice si léger soit-il.

D'autre part la durée du contrat qui d'après le premier projet devait être de cinquante ans était véritablement exagérée, comme le firent si bien remarquer la plupart des viticulteurs, la durée normale des beaux les plus longs est de dix-huit ans. En signant ce contrat on engageait deux générations de viticulteurs si ce n'était trois, chose vraiment peu faisable.

Les terres liées par un semblable contrat perdraient également de leur valeur.

Malgré toutes ces critiques, dont quelques-unes fort justes, le projet de M. Batissol sur l'initiative du Comité régional de Défense viticole fut étudié par des délégations de sept départements. Ces délégations tinrent une réunion à Montpellier le 27 août 1905. La durée du contrat fut limitée à trente ans. Il ne serait distillé que des vins pesant 7 degrés et au-dessous. Le prix des vins était modifié de la façon suivante :

« Le prix du vin loyal et marchand est fixé ainsi qu'il suit : vin de 7 à 8 degrés, 1 franc le degré ; de 8 à 9 degrés, 1 fr. 10 le degré ; de 9 à 10 degrés, 1 fr. 15 ; de 10 à 11 degrés, 1 fr. 20 ; de 11 à 12 degrés, 1 fr. 25 ; de 12 à 13 degrés, 1 fr. 35 ; de 13 à 14 degrés, 1 fr. 50 ; de 14 à 15 degrés, 1 fr. 60 ; de 15 à 16 degrés, 1 fr. 75 ; de 16 à 17 degrés, 2 francs le degré.

Ce prix devait être augmenté de la participation aux bénéfices de 45 o/o.

A ces prix d'achat le trust vendrait aux consommateurs à des prix inférieurs à ceux qui sont actuellement pratiqués par le commerce pour les vins naturels, et l'hygiène générale y gagnerait ainsi que la réputation du vin du Midi.

Tout le monde viticole s'occupa beaucoup en 1905 de ce projet grandiose qui certainement pouvait, étant bien dirigé, être le salut des viticulteurs méridionaux. Puis peu à peu le silence se fit et je crains que M. Bartissol qui est cependant un gros brasseur d'affaires, soit allé un peu vite en affirmant devant les viticulteurs des Pyrénées-Orientales réunis à l'Alcazar de Perpignan qu'il se faisait fort de trouver les capitaux, c'est-à-dire 300 millions en quarante-huit heures. Malgré le million, qu'il souscrivait lui-même à titre d'exemple, disait-il, la difficulté pour trouver les 299 autres a dû être si grande que, revenu de son premier enthousiasme, M. Bartissol ne doit plus y songer aujourd'hui.

## CONCLUSION

En somme, l'impression qui se dégage de cette étude de la crise viticole actuelle par la mévente est que les vignerons du Midi sont d'abord et avant tout les victimes de la chimie. Hélas ! nous ne saurions trop redire que le vin est chose trop facile à falsifier pour que des négociants peu scrupuleux et de petits détaillants besogneux se fussent privés volontiers d'un moyen si commode d'augmenter leurs bénéfices, alors qu'ils étaient à peu près certains de l'impunité.

Il a fallu en vérité remuer ciel et terre pour mettre en mouvement la double machine administrative et judiciaire contre les fraudeurs impénitents, et les fraudeurs qui jouissaient de grâces d'Etat.

Comme tout arrive avec de la ténacité et de la persévérance, il nous a été enfin donné de voir la fraude poursuivie, traquée jusque dans ces derniers retranchements.

Il a fallu faire voter des lois imparfaites quitte à les faire modifier l'année suivante. Il a fallu révoquer

de hauts fonctionnaires et faire passer sur le banc de la correctionnelle ou des assises de grands électeurs du régime, et même des parents des maîtres du jour.

Et enfin il a fallu rougir du sang de braves vignerons surexcités par la misère les pavés d'une ville pour que le reste du pays crût à l'infortune du Midi et à l'existence de la fraude.

Aujourd'hui la démonstration est faite, et je n'en voudrai pour preuve que l'intérêt que porte à cette question notre ministre actuel de l'Agriculture, M. Ruau, et le grand congrès qui tient actuellement ses assises en Suisse dans la ville de Genève et auquel tous les pays du monde se sont faits représenter. Quant à ce qui touche plus particulièrement le Midi viticole, qu'il me soit permis, pour démontrer une fois encore et pour finir, tout le mal que la fraude lui a causé, de citer la lettre que M. Emmanuel Brousse, député des Pyrénées-Orientales, et membre de la commission d'enquête viticole, écrivait en avril 1907 à la veille des journées sanglantes de Narbonne au comité départemental de défense viticole, au sujet des travaux de la commission d'enquête dont il faisait partie.

Les viticulteurs n'ont pas oublié dans quelles conditions fut constituée la commission d'enquête. L'interpellation sur les fraudes avait produit dans le Parlement et dans le pays une

impression profonde. La Chambre voulut se rendre compte si les faits extraordinaires apportés à la tribune s'étaient réellement produits et si la crise était aussi intense que les interpellateurs l'affirmaient.

L'élection des membres de la commission d'enquête dans les bureaux de la Chambre donna lieu à de nombreuses compétitions. La politique, cette mauvaise conseillère, fourra son nez dans cette question essentiellement économique.

On chercha par des manœuvres aussi savantes que sournoises à enrayer, à discréditer l'œuvre de la commission.

Fort heureusement, le piège fut habilement éventé dès le début. Les membres de la commission d'enquête eurent le bon esprit de choisir pour présider leurs travaux, un homme étranger aux luttes des partis et d'une compétence universelle reconnue : M. Cazeaux-Cazalet, député de la Gironde et député rapporteur du groupe viticole de la Chambre.

Cette sage attitude fut continuée dans la détermination du travail de la commission. Bref les enquêteurs élevèrent immédiatement le débat et s'attachèrent à faire du travail utile, pratique, et profitable à la viticulture.

C'est par le Midi que l'enquête a débuté. Elle a démontré que les faits révélés à la tribune n'avaient pas été exagérés et que la fraude avait été encore plus considérable notamment en 1903 et 1904 à la suite du dégrèvement des sucres.

Mais ceci est passé, examinons ce qui se passe actuellement.

Inutile de s'appesantir sur l'intensité de la crise, qui étreint, ruine, et écrase le Midi tout entier. Ce que nous pourrions dire serait inférieur à la navrante réalité. La propriété est épuï-

sée par des sacrifices au-dessus de ses forces ; les ouvriers n'ont plus de travail, et dans beaucoup de communes il a fallu instituer des ateliers de charité, pour donner un peu de pain aux familles dans la misère. Le cours des vins restant avili, on ne trouve plus à affermer ou à vendre les propriétés.

Les domaines de plusieurs centaines de mille francs ne trouvent plus acquéreurs à 25.000 francs

Dans beaucoup de localités on ne peut même pas payer l'impôt, et si la crise dure un an de plus, nous assisterons aux pires catastrophes, à de terribles révoltes dont nul ne peut prévoir les conséquences.

La fraude par le sucrage qui a fait tant de ravages fin 1903 et 1904 n'existe plus dans le Midi. C'est le mouillage qui est maintenant le plus grand ennemi. Il opère sur une vaste échelle dans les grands centres de consommation comme Paris, Marseille, favorisé surtout par les vins d'Algérie, riches en extrait sec et pouvant supporter impunément une addition de 30, 40 et 50 o/o d'eau. Nous ne parlerons que pour mémoire des boissons de ménage tolérées par la néfaste circulaire, n° 572 et qui à Paris surtout prennent la place du bon vin naturel. Une des causes actuelles de l'avalissement des cours est la recherche, par un commerce interlope, de vins avariés, tournés, piqués, cassés que des négociants peu scrupuleux achètent à vil prix, retapent avec de l'acide sulfurique et jettent sur le marché. Un fait caractéristique nous a été cité aujourd'hui à Toulouse avec preuves à l'appui.

Dans un domaine du Tarn-et-Garonne récemment mis en vente par le crédit foncier, il a été acheté à un prix infime

15.000 hectolitres de vin avarié. Ce vin traité par l'acide sulfurique a été vendu il y a peu de semaines comme vin vieux à l'assistance publique de Paris.

Nous pourrions multiplier les exemples. Nous n'en donnerons qu'un, significatif lui aussi et très récent : un négociant de Bordeaux a acheté dans la Haute-Garonne 4.000 hectolitres de vin avarié au prix de 5 francs l'hectolitre. Ce vin a été remis sur pied avec de l'acide sulfurique et livré à la marine.

A Toulon, à Marseille, à Nîmes, on nous en a cité d'analogues. Ils démontrent jusqu'à l'évidence, avec quelle légèreté l'État, les grandes administrations comme l'assistance publique acceptent les vins qui leur sont livrés par des fournisseurs malhonnêtes et favorisent ainsi par leur incurie, leur inertie, leur aveuglement coupable, les fraudes scandaleuses qui ruinent la viticulture et altèrent la santé publique.

Incurie, inertie, indifférence se retrouvent à tout instant au cours de cette enquête des plus instructives, qui permettra de mettre un terme à des agissements épouvantables et à un état d'esprit inconcevable qui ne fait honneur ni à la régie, ni à la magistrature. Ainsi le 11 novembre 1903, procès-verbal est dressé contre une société d'alimentation de Toulouse, pour mise en circulation du vin mouillé. L'expert de la régie conclut à un mouillage de 25 o/o. La justice est saisie, une instruction ouverte, mais une ordonnance de non-lieu intervient, et savez-vous pourquoi ?

Parce que cette société d'alimentation étant une société anonyme, le directeur ne pouvait pas être accusé d'avoir lui-même personnellement mouillé son vin. Les fraudeurs n'ont

plus à se gêner ; ils n'ont qu'à se constituer en société anonyme et ils sont sûrs de pouvoir sans dommage tripatouiller tout à leur aise. Cette société a d'ailleurs des grâces d'Etat. Quand on poursuit l'administrateur, la justice annule la citation en disant qu'il fallait poursuivre le directeur. La commission a voulu savoir le fin mot de cette mansuétude de la justice vis-à-vis de cette puissante société d'alimentation. Elle en a été pour ses frais. Le procureur général et le procureur de la République avaient prudemment quitté Toulouse, le juge qui avait procédé à l'instruction est juge à Muret, et le parquet général n'a pas cru devoir le mander par télégramme. Quant au substitut qui a daigné comparaître devant la commission d'enquête, il ne s'est pas beaucoup compromis, car il ne savait à peu près rien des faits graves sur lesquels les députés enquêteurs désiraient être renseignés.

Une pareille attitude de la magistrature mérite d'être sévèrement blâmée. Nous la flétrissons ici en attendant de le faire une fois de plus à la tribune de la Chambre. Des magistrats qui agissent avec une telle désinvolture autorisent toutes les suspensions et donnent créance à l'opinion peu bienveillante des viticulteurs qui les accusent de se faire les complices des fraudeurs.

La régie est souvent aussi tolérante et aussi indulgente que la magistrature. Il est incroyable qu'elle n'ait jamais découvert la fraude qui se commettait avec des congés grossièrement truqués, surchargés, et qu'elle n'ait pu une seule fois mettre la main au collet des fraudeurs.

Ajoutons que les viticulteurs ont tort de ne pas signaler à

qui de droit les fraudes qu'ils découvrent, notamment au syndicat de défense de la viticulture.

La commission d'enquête terminera ses travaux dans les premiers jours de mai. M. Cazeaux-Cazolet son président et rapporteur général, demandera à la Chambre de voter un certain nombre de mesures destinées à faire cesser les pratiques scandaleuses que nous découvrons journellement, et à mettre un terme à la crise effroyable qui tue la viticulture. Espérons qu'il sera entendu, et que le Parlement daignera enfin jeter un regard de pitié sur la détresse immense de nos malheureux viticulteurs.

Voilà en quels termes M. Emmanuel Brousse, député et membre de la commission d'enquête viticole, parlait de la fraude. Je ne crois donc pas avoir exagéré pour ma part. Et quand je prétends que la crise est due en grande partie à la falsification des vins, je crois émettre une opinion raisonnée et basée comme je l'ai démontré sur les meilleurs arguments.

Je n'oserais cependant pas affirmer que la fraude est la seule cause de la mévente, et que les remèdes proposés en dehors de la répression de la fraude ne peuvent produire aucun effet.

Cette idée est loin de ma pensée. Je crois au contraire que le mouvement syndicaliste et mutualiste à qui l'on doit les caisses de crédit et les syndicats de vente, est excellent et qu'on peut attendre beaucoup de lui dans l'avenir pour le bien de la viticulture.

Mais pour l'heure présente, il faut courir au plus pressé. Le grand mal est connu, c'est la fraude. Qu'attendrait-on pour la réduire ? Et on le peut. Cela dépend uniquement de la bonne volonté de ceux qui sont chargés de faire exécuter les lois.

La fraude disparue, un grand pas sera fait pour le salut des viticulteurs, et alors on pourra avec succès faire une application de tous les projets d'essence mutualiste et syndicaliste qui n'ont aucune chance de réussite tant que la fraude poursuivra son œuvre néfaste.

---

Vu : le président de la thèse,  
SOUCHON

Vu : le Doyen,  
LYON-CAEN

Vu, et permis d'imprimer,  
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD

## APPENDICE

Je ne puis finir ce modeste travail sans signaler en passant et à la hâte deux événements qui viennent de se produire ces derniers jours et qui ont eu un retentissement énorme dans les milieux viticoles.

Le premier est l'attitude ferme et courageuse dont vient de faire preuve la Confédération Générale des Vignerons, qui, sous la direction habile de son président, M. Ferroul, maire de Narbonne, est en passe de devenir une puissance avec laquelle il faudra compter, qu'on le veuille ou non. Entouré de collaborateurs plus obscurs, mais tout aussi dévoués à la cause, M. Ferroul mène les vignerons au combat et sûrement à la victoire.

Les spéculateurs à la baisse ont trouvé cette année en face d'eux le puissant et vigilant organe de la Confédération Générale des Vignerons. Il n'a pas craint de dénoncer les commerçants malhonnêtes et leurs coupables procédés. *Vendémiaire* est lu par plus de six cent mille viticulteurs et pour si peu qu'on veuille s'en donner la peine il doit réduire à néant l'influence néfaste de cette légion de journaux viticoles créés par

le commerce, qui ne cessent tous les ans et avec la même ponctualité de crier à l'abondance et à la surproduction.

La Confédération générale des Vignerons a voulu cette année arrêter cette infâme et démoralisante campagne de presse. Par l'intermédiaire des journaux et par voie d'affiches elle a adressé aux vignerons trois appels vigoureux et rigoureusement documentés pour les mettre en garde contre les calomnies répandues par la presse du commerce.

Ces appels ont été lus et entendus de la majorité des viticulteurs. Cependant quelques gros producteurs que d'énormes fortunes mobilières mettent au-dessus des atteintes de la crise, ont cru ne pas devoir écouter ces avis et ont vendu au-dessous des prix fixés par la Confédération générale des Vignerons. Celle-ci n'a pas hésité à clouer au pilori ces riches égoïstes qui pour se débarrasser de soucis bien anodins n'hésitent pas à plonger leurs voisins dans la misère en provoquant la baisse par des ventes inconsidérées. Devant cette protestation énergique ces raîtres à la cause viticole ont compris qu'il serait imprudent d'aller contre les vœux de la Confédération générale des Vignerons qui sont ceux de tous les viticulteurs et ils se sont empressés de faire amende honorable en résiliant leur vente.

Félicitez-vous donc, viticulteurs, de voir la Confédération générale des Vignerons prendre une telle place sur le marché des vins, c'est votre meilleure défense, ce sera prochainement votre triomphe.

Le second événement d'un ordre d'idées un peu différent a produit aussi un effet considérable ; à juste titre d'ailleurs, car si la Confédération générale des Vignerons s'acharne à la pour-

suite de la fraude, M. Hyvert, ingénieur à Carcassonne et inventeur du fraudoscope, vient de lui en faciliter la recherche.

Voici en quels termes cette découverte est présentée au public par le *Journal de la Société Centrale d'Agriculture de l'Aude* du mois d'août 1908 :

« Les deux fléaux de la viticulture, le mouillage et les vins de sucre, seraient-ils enfin mis en fâcheuse posture ? On pourrait le croire d'après une communication faite à la dernière réunion mensuelle de la Société centrale d'Agriculture de l'Aude par son président M. Bouffet. Il s'agissait d'une nouvelle méthode et d'un appareil portatif fort simple, le fraudoscope que M. Hyvert a imaginé dans le but de déceler, par une réaction chimique spéciale, si un vin a été ou non mouillé. On sait que les méthodes actuelles des laboratoires officiels ne permettent pas de constater directement le mouillage, ce qui donne beau jeu aux fraudeurs pour discuter les conclusions des experts.

« A la demande de M. Hyvert, la Société d'Agriculture avait dans une précédente réunion nommé une commission chargée d'expérimenter le nouveau procédé etc'est le compte rendu d'une série d'essais reconnus concluants que le président a exposé dans la séance du 5 septembre 1905. En deux mots voici en quoi consiste la méthode toute nouvelle inventée par M. Hyvert après de longues et patientes recherches scientifiques. Le vin examiné est d'abord décoloré avec du noir animal, puis soumis dans le fraudoscope à des réactifs spéciaux. En quelques instants il prend une coloration bleue plus ou moins intense,

suivant qu'il a été additionné d'une plus ou moins grande quantité d'eau.

« L'épreuve définitive dont le président a rendu compte a eu lieu le 3 septembre, au siège même de la Société d'Agriculture, en présence de personnes offrant toutes garanties d'honorabilité et de compétence. Avec un vin parfaitement pur et naturel qu'il avait apporté lui-même, M. Bouffet prépara d'abord isolément deux échantillons qu'il mouilla avec de l'eau de la ville, l'un à 5 l'autre à 10 o/o.

De son côté M. Hyvert, avec le restant du vin, établit un échantillon-étalon mouillé à 10 o/o ; puis il soumit ces trois échantillons ainsi que le vin pur à l'épreuve de sa méthode. Les résultats obtenus furent les suivants et tous les assistants en reconnurent sans conteste la netteté :

1° « Le vin pur prit une légère coloration peu apparente d'une teinte grisâtre indécise ;

2° « L'étalon mouillé à 10 o/o par M. Hyvert prit une coloration bleue très accentuée ;

3° « Les deux échantillons mouillés par le président prirent l'un une coloration moins intense, et l'autre une coloration plus intense que l'étalon. M. Hyvert déclara en conséquence que le premier devait être mouillé à moins de 10 et l'autre à plus de 10 o/o. Vérification faite, le premier avait en effet été mouillé à 5 o/o et l'autre à 15 o/o.

L'expérience est donc concluante.

Il est évident d'ailleurs que quand elle sera confirmée par la pratique, la méthode aura une très grande portée, car quel que soit le degré de mouillage d'un vin suspect, on pourra le préci-

ser à 5 o/o près par comparaison avec des étalons formés de vin pur progressivement mouillé de 5 en 5 o/o.

Et quant aux vins de sucre, ils auront beau être fabriqués en parfaite concordance avec les règles officielles d'analyse, comme ils ne contiennent pas moins de 90 o/o d'eau il leur sera impossible de passer à travers les mailles de la nouvelle méthode (1).

De leur côté les propriétaires agiront prudemment en veillant à ce que les quelques hectolitres de piquette que la loi tolère pour leur usage ne soient pas versés par mégarde dans la récolte, car le vin de leur cave pourrait ne plus être tenu pour marchand par l'acheteur.

Il est à prévoir en effet que l'emploi du fraudoscope ne tardera pas comme le Malligaud à passer dans les usages commerciaux. Au moment où commence la période des vendanges, cette observation peut avoir son importance si l'on prête l'oreille à certains échos venus d'Algérie.

---

1. M. Girard, chef du Laboratoire municipal de Paris, dans une interview du mois de juin 1907 au moment même où le Midi était en plein soulèvement contre la fraude restée impunie faisait la déclaration suivante (voir le *Gaulois* du 28 juin 1907) :

« Depuis quelques mois sont versées dans le commerce d'énormes quantités de vins de laboratoire, qui d'après l'analyse chimique semblent ne différer en rien des vins naturels de composition normale ; de sorte que par les méthodes actuelles d'analyse on ne peut acquérir la certitude scientifique de la fraude. Il faudra inventer de nouvelles méthodes. »

Le procédé de M. Hyvert satisfera sans doute aux desiderata ainsi exprimés de M. Girard.

Inutile d'insister sur l'importance d'une telle découverte. Elle fait entrevoir la fin de la surproduction artificielle, et par suite la cessation prochaine de la crise viticole elle-même.

Souhaitons que cet espoir ne soit pas déçu, comme tant d'autres l'ont déjà été dans la poursuite de la solution toujours fuyante de la mévente des vins. Si la pratique confirme la valeur de la méthode de M. Hyvert il aura rendu un signalé service à la Viticulture.

## BIBLIOGRAPHIE

*Genieys (Pierre). — La crise viticole.*

*Bellet des Minières (M.-A.-H.). — La question viticole.*

*Journal de la Société centrale d'Agriculture de l'Aude.*

Annexe du *Journal officiel*. Compte rendu *in extenso* des débats parlementaires.

*Cours d'Economie rurale* professé pendant l'année 1905 à la Faculté de droit de Paris par M. Souchon, professeur.

*Bulletin du comité départemental de défense viticole (Aude).*

*L'Action viticole.* Revue et organe des sociétés et syndicats agricoles (Béziers).



## TABLE DES MATIÈRES

|                   | Pages |
|-------------------|-------|
| INTRODUCTION..... | 5     |

### PREMIÈRE PARTIE

*Historique de la viticulture méridionale et des  
diverses crises qu'elle a traversées*

|                                                      |    |
|------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE I. — Crises de l'oïdium et du phylloxéra... | 13 |
| CHAPITRE II. — Crise actuelle par la mévente.....    | 17 |

### DEUXIÈME PARTIE

*Causes de la crise actuelle*

|                                                                                |    |
|--------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE I. — Y a-t-il surproduction.....                                      | 27 |
| CHAPITRE II. — La surproduction est-elle due à la<br>fabrication des vins..... | 39 |
| Gaubil                                                                         | II |

## TROISIÈME PARTIE

### *Remèdes à la crise*

|                                                        |     |
|--------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE I. — L'action législative.....                | 65  |
| CHAPITRE II. — La législation viticole actuelle.....   | 78  |
| § 1. — Loi de 1900.....                                | 79  |
| § 2. — Loi de 1905.....                                | 90  |
| § 3. — Décret du 2 août 1906 .....                     | 94  |
| § 4. — Loi du 4 juillet 1907.....                      | 98  |
| CHAPITRE III. — L'action syndicale et coopératiste.... | 108 |
| § 1. — Syndicats mixtes.....                           | 110 |
| § 2. — Caisses de crédit agricole.....                 | 115 |
| § 3. — Syndicats ou coopératives de vente.....         | 123 |
| § 4. — Caves communes.....                             | 135 |
| § 5. — Le trust des vins du Midi.....                  | 137 |
| CONCLUSIONS.....                                       | 141 |
| APPENDICE.....                                         | 149 |
| BIBLIOGRAPHIE.....                                     | 155 |







